

Décembre 2020

Recettes politiques

Introducing the Purple Age

Recommandations participatives pour une politique
étrangère féministe

Partenaires

 **agora**

 **foraus**

 **ponto**
GRASSROOTS THINK TANK AUSTRIA

 **argo**

 **POLIS**
180

Policy Kitchen est soutenu par



MIGROS

Fonds pionnier

Auteur·rice·s

Maelys Bablon

Maelys est consultante en analyse de genre et bénévole chez Agora.

Ninja Bumann

Ninja est cofondatrice du think tank Ponto, basé à Vienne, et doctorante sur les questions de genre et d'histoire juridique en Bosnie-Herzégovine.

Sian Chatha

Sian est diplômée de la LSE en Genre, Politique et Inégalités et codirige le programme de recherche sur les identités chez Agora.

Sophie Domres

Sophie étudie les relations internationales à Berlin et est membre de Polis180.

Holly Harwood

Holly est diplômée en Politique et Relations internationales de la LSE et responsable de l'information pour Agora.

Katie Humphries

Katie est étudiante en master en France et bénévole au sein du think tank Argo, basé à Paris.

Marylia Hushcha

Marylia est assistante de recherche à l'Institut international pour la paix à Vienne et membre du comité de Ponto.

Meral Kaufmann

Meral est conseillère politique pour l'éducation au Bundestag allemand.

Sophie Knabner

Sophie est responsable de programme pour l'éducation au développement durable et à la justice mondiale, ainsi que bénévole chez Polis180.

Helena Lür

Helena est étudiante en master d'études sur la paix et les conflits à Francfort et membre du programme sur le genre et la politique internationale chez Polis180.

Esther Luigi

Esther est membre du programme sur le genre et la politique internationale chez Polis180. Elle est actuellement stagiaire au Parlement européen.

Katharina Müller

Katharina est diplômée en sciences politiques de la Freie Universität Berlin et membre du programme sur le genre et la politique internationale chez Polis180.

Jonas Nakonz

Jonas est responsable du projet Policy Kitchen et membre du comité exécutif du foraus.

Eva Rana

Eva est diplômée de la LSE en Politique et en Histoire et codirige le programme de recherche sur les identités chez Agora à Londres.

Hannah Reinl

Hannah est consultante pour l'égalité des genres, la diversité et l'inclusion aux Nations Unies et co-responsable du programme Genre au foraus.

Pascal Roelcke

Pascal est co-fondateur et président d'Agora, le think tank britannique sur la politique étrangère. Lorsqu'il n'est pas impliqué dans Agora, il travaille comme responsable de recherche en affaires publiques.

Clarice Schreiner

Clarice est étudiante en relations internationales et fait du bénévolat auprès des immigrant·e·s et des réfugié·e·s à Porto Alegre, au Brésil.

Pauline Seppey

Pauline est étudiante en master en études du développement et bénévole auprès du programme Genre au foraus.

Sophie von Wartburg

Sophie est conseillère politique en coopération au développement et codirige le programme Genre au foraus.

Amber Zenklusen

Amber est étudiante en master de recherche en sciences sociales à l'Université d'Amsterdam et a précédemment fait un stage au sein de l'équipe Policy Kitchen au foraus.

Alina Zurmühlen

Alina est consultante en communication politique pour des ministères, des fondations et des organisations de la société civile. Elle est membre du programme sur le genre et la politique internationale chez Polis180.

Menu



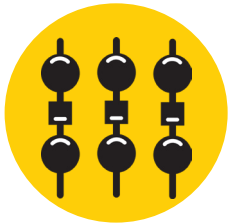
Acronymes	3
Amuse-bouche : résumé	4
Policy Kitchen	7
Entrée : pourquoi faut-il une politique étrangère féministe maintenant ?	9
Plat principal : résultats du processus participatif	11
Intersectionnalité et représentation	11
Définir une politique étrangère féministe	11
Intégrer le féminisme dans la politique étrangère	12
Intersectionnalité et post-colonialisme	13
Vaincre la discrimination par la représentation	14
Le langage féministe dans la politique étrangère	16
Nécessité d'indicateurs clairs	16
Santé, sécurité et autonomie	18
Santé et droits sexuels et reproductifs	19
Violence fondée sur le genre	20
Environnement et changement climatique	25
Pauvreté, injustice et changement climatique	25
Changement climatique et communautés autochtones	27
Genre et énergie	27
Changement climatique et éducation	28
Processus décisionnels inclusifs	29

Paix et sécurité	31
Représentation égale dans les processus de paix	31
Contrôle et commerce des armes	32
Rôle des données et des outils technologiques	34
Cadres intersectoriels et sensibles à la dimension de genre	36
Sécurité humaine et protection des femmes dans les flux migratoires	37
Sphère économique	39
Fondements d'une activité économique inclusive	40
Emploi et travail informel	41
Travail de soin non rémunéré	42
Fiscalité et gestion des finances publiques	44
Secteur privé	45
Commerce, investissement et gouvernance économique mondiale	46
Dessert : conclusions	49
Chef·fe·s	55
Conseil consultatif	55
Expert·e·s de l'atelier	56
Partenaires de l'atelier	56
Équipe de projet	57
Comité d'examen des recherches	58
Participant·e·s au projet Policy Kitchen	59
L'Open Think Tank Network	61
Notes finales	64

Acronymes

AII	Accord international d'investissement
BSG	Budgétisation sensible au genre
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
COP25	Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2019
COVID-19	La maladie causée par le coronavirus 19
FFI	Flux financiers illicites
GAP	Plan d'action pour l'égalité des sexes du GAP
IDI	Investissement direct international
LGBTQI+	Lesbiennes, gays, bisexuel·le·s, transgenres, queers, intersexes et personnes d'autres orientations sexuelles
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
ODD	Objectifs de développement durable des Nations Unies
OI	Organisation internationale
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Nations Unies
PAN	Plan d'action national
PEF	Politique étrangère féministe
PIB	Produit intérieur brut
PPPD	Partenariats public-privé pour le développement
SDSR	Santé et droits sexuels et reproductifs
TCA	Traité sur le commerce des armes
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UCW	Travail de soin non rémunéré
UE	Union européenne
VFG	Violence fondée sur le genre

Amuse-bouche



Résumé Ce rapport présente les résultats d'un processus participatif transnational (Policy Kitchen) organisé et mis en œuvre par l'Open Think Tank Network et consacré à la question : *À quoi devrait ressembler une politique étrangère féministe dans les années 2020 ?*

Ce processus « bottom-up », auquel ont participé plus de 200 personnes sur cinq continents, a généré une multitude de recommandations politiques pertinentes pour les décideurs et décideuses en matière d'affaires internationales. Les recommandations pour une politique étrangère féministe (PEF) globale sont présentées dans les cinq chapitres thématiques suivants, qui ont émergé au cours du processus.

Intersectionnalité et représentation

- La PEF est une approche globale qui, au-delà de la recherche de l'égalité des genres, vise à atteindre une égalité globale fondée

sur les droits. Elle est fondamentalement pacifiste et favorise une approche régénératrice de la nature.

- La PEF doit toujours être intersectionnelle et critique envers les structures postcoloniales, les asymétries de pouvoir et les hiérarchies oppressives.
- Les processus décisionnels de la PEF doivent être basés sur les expériences et les demandes des représentant·e·s de la société civile de tous horizons. Le discours sur les femmes en tant que victimes doit évoluer vers un discours qui reconnaît les femmes comme des agentes indépendantes.

Santé, sécurité et autonomie

- Un objectif central de la PEF est de veiller à ce que les femmes et les groupes traditionnellement marginalisés soient en sécurité et aient une autonomie sur leur corps.
- La PEF devrait définir des « lignes directrices violettes », un ensemble de normes minimales concernant la violence fondée sur le genre (VFG) et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR).
- Les participant·e·s ont proposé des recommandations spécifiques dans des domaines aussi divers que la santé, l'éducation, les finances et le développement urbain. Le contexte des conflits armés est traité séparément dans le chapitre sur la paix et la sécurité.

Environnement et changement climatique

- Le lien entre le genre et le changement climatique doit être reconnu. L'impact des politiques d'atténuation et d'adaptation sur la justice sociale doit être évalué. Les données et les indicateurs destinés à éclairer l'élaboration des politiques doivent être ventilés par genre.
- Les politiques environnementales, climatiques et énergétiques doivent être fondées sur des approches décisionnelles inclusives, en mettant particulièrement l'accent sur l'inclusion des savoirs autochtones.
- Les femmes et les groupes traditionnellement marginalisés doivent être habilités à façonner les politiques environnementales, climatiques et énergétiques grâce à des mesures allant des

programmes éducatifs à l'intégration de la dimension de genre et à la budgétisation sensible au genre.

Paix et sécurité

- La PEF donne la priorité à la sécurité humaine par rapport aux approches « traditionnelles » de la sécurité nationale.
- Des mesures doivent être prises pour remédier à la forte sous-représentation des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés dans les négociations de paix.
- La PEF exige des pays qu'ils se désengagent du commerce des armes et qu'ils donnent la priorité au programme de désarmement mondial.

La sphère économique

- Les préjugés sexistes et les dynamiques d'exploitation et de discrimination qui y sont liées sont omniprésents et se reproduisent dans la sphère économique. La PEF s'efforce de remodeler les priorités économiques sur la base de l'inclusion et de la durabilité.
- Les recommandations couvrent un large éventail de domaines politiques : l'éducation (en particulier l'autonomisation numérique et la culture numérique), l'emploi, le travail informel, le travail de soin non rémunéré, la protection sociale, la politique familiale, la fiscalité, la gestion des finances publiques, le commerce, l'investissement et la gouvernance économique mondiale.
- Le chapitre met en évidence la responsabilité du secteur privé, notamment les mesures visant à renforcer la responsabilité sociale des entreprises, la transparence et la fourniture de services bancaires accessibles. ●

Policy Kitchen



Policy Kitchen est une méthodologie participative développée par le foraus - Forum suisse de politique étrangère. Elle permet à un réseau diversifié de penseur·euse·s en Suisse et à l'étranger de trouver des recettes politiques créatives pour relever les défis pressants de la politique étrangère. La méthodologie s'appuie sur trois éléments : une plateforme en ligne d'innovation participative, des ateliers d'idéation et un processus de soutien pour créer un impact avec les meilleures recettes politiques participatives. La plateforme est publique et toute personne, indépendamment de son origine ou de son lieu de résidence, peut participer et apporter des idées. Pour garantir un niveau d'expertise élevé, nous nous associons à des expert·e·s et des professionnel·le·s de différents secteurs (science, gouvernement, organisations internationales, société civile, entreprises, etc.). Nous encourageons et soutenons d'autres acteur·rice·s dans l'utilisation des méthodes participatives dans leurs domaines respectifs et la production de résultats de haute qualité. Le code de Policy Kitchen est

disponible sous forme de logiciel libre. Le projet Policy Kitchen a été rendu possible grâce au soutien de la fondation Engagement Migros.

Ce rapport participatif est le résultat du premier « défi » Policy Kitchen organisé en collaboration par les cinq think tanks de l'Open Think Tank Network : foraus (CH), Ponto (AT), Polis180 (DE), Argo (FR) et Agora (UK). Nous pensons que les défis transnationaux doivent être abordés dans le cadre d'une collaboration transfrontalière et d'une participation « bottom-up ». De mars à mai 2020, les participant·e·s ont été encouragé·e·s à réfléchir à la question suivante : à quoi devrait ressembler une politique étrangère féministe dans les années 2020 ? Chaque think tank a organisé un ou plusieurs ateliers d'idéation, au cours desquels des expert·e·s et des discussions de groupe ont inspiré les participant·e·s à élaborer en collaboration des recettes politiques et à les soumettre à la plate-forme Policy Kitchen. L'équipe du projet, composée de 45 jeunes bénévoles issu·e·s de tous les think tanks participants, s'est attachée à rendre le processus aussi participatif que possible. En raison de la pandémie de COVID-19, ces ateliers ont été organisés virtuellement plutôt qu'en présentiel.

La crise s'est transformée en une opportunité : le format virtuel a permis la participation des cinq continents. Au total, plus de 200 participant·e·s du monde entier ont relevé le défi sur la plateforme, apportant 89 idées politiques. Parmi les participant·e·s figuraient des étudiant·e·s et le public intéressé ainsi que des représentant·e·s de haut niveau des gouvernements, des organisations internationales, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et du monde universitaire, ce qui a permis de diversifier les axes thématiques des propositions politiques. La première série d'ateliers d'idéation a été complétée par un atelier commun quelques semaines plus tard, au cours duquel les participant·e·s ont eu l'occasion d'affiner leurs idées. Les idées ont ensuite été regroupées en différents chapitres thématiques par une équipe centrale de représentant·e·s des think tanks. Elles ont été rédigées par des groupes transnationaux composés de membres de think tanks et de participant·e·s aux défis, maximisant ainsi la nature participative de ce rapport. Le projet a été revu par un conseil consultatif de haut niveau. La liste complète des partenaires, expert·e·s et contributeur·rice·s est présentée dans le dernier chapitre de ce rapport. Toutes les contributions sont publiées sur policykitchen.com/feministfp. ●

Entrée : pourquoi faut-il une politique étrangère féministe maintenant ?



Ce défi de politique étrangère féministe est opportun pour plusieurs raisons : 2020 est une année extraordinaire pour les engagements internationaux en matière d'égalité des genres. Elle marque le 25^e anniversaire du Programme d'action de Pékin, le 20^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) sur les femmes, la paix et la sécurité et le 5^e anniversaire de l'Objectif de développement durable (ODD) n° 5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Dans le même temps, nous subissons une forte réaction contre l'égalité des genres et les droits des femmes, ainsi qu'une inégalité croissante dans le monde entier. Les relations de pouvoir inégales perpétuent l'exclusion des individus et des communautés, dans leurs dimensions sociales, culturelles, politiques et économiques, de l'accès à des droits sociaux et politiques égaux et complets. Ce système de

pouvoir interdépendant affecte de manière disproportionnée les individus traditionnellement marginalisés, comprenant les personnes LGBTQI+, les groupes racisés et ethniques, les personnes handicapées, les personnes à faible revenu ou issues de l'immigration. Les femmes et les groupes traditionnellement marginalisés ont également été historiquement sous-représentés dans le gouvernement, l'élaboration des politiques et, par la suite, dans la politique étrangère. Cela a conduit à des politiques étrangères qui négligent traditionnellement les intérêts de ces groupes et ont, par conséquent, parfois accru les inégalités (préexistantes) entre les sexes. En se concentrant sur les besoins et la capacité d'agir des groupes traditionnellement marginalisés et en analysant les affaires internationales selon une perspective « bottom-up » qui reconnaît la nature intersectionnelle des inégalités (âge, genre, classe, ethnicité, etc.), la PEF pourrait offrir une alternative à la politique de pouvoir et au comportement de domination qui prévalent dans le climat mondial actuel.

La Suède a été le premier pays à adopter la PEF en 2014, en phase avec son engagement de longue date en faveur de l'égalité des sexes. En 2017, le Canada a suivi avec une politique féministe d'assistance internationale, tandis que la France a annoncé sa propre PEF en 2019. En janvier 2020, le Mexique a lancé sa PEF. Le Luxembourg, la Malaisie et l'Espagne se sont engagés à développer des politiques similaires. Enfin, le Parlement européen a adopté un rapport appelant à l'égalité des sexes dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE en octobre 2020.¹ Cependant, il n'existe pas de définition universellement acceptée de la PEF, plusieurs gouvernements et organisations promouvant des définitions et des mises en œuvre différentes.² Dans ce rapport, nous présentons les recommandations participatives de praticien·e·s, d'universitaires et d'étudiant·e·s du monde entier, afin d'inspirer les PEF existantes et futures. ●

Plat principal : résultats du processus participatif



Intersectionnalité et représentation

Le chapitre suivant présente les concepts de base essentiels pour la PEF. Dans ce contexte, une approche intersectionnelle et postcoloniale, qui vise à perturber les structures de pouvoir inégales de nos sociétés, revêt une importance particulière pour les participant·e·s au Policy Kitchen.

Définir une politique étrangère féministe

Il est important d'être conscient qu'il n'existe pas de modèle unique de PEF qui pourrait être appliqué à tous les pays et toutes les institutions sans tenir compte des contextes locaux. Néanmoins, les participant·e·s au Policy Kitchen ont convenu qu'une définition claire de la PEF était essentielle pour progresser :

« Il faut un concept global de ce qui doit être réalisé et comment. »

–Sandra Hochstöger, participante au Policy Kitchen³

Plus précisément, plusieurs participant·e·s se sont accordé·e·s sur la nécessité d'adopter des définitions ambitieuses et complètes de la PEF. Ils et elles ont souligné que, si la réalisation de l'égalité des genres fait partie intégrante de la PEF, une vision féministe ne se limite en aucun cas à cet objectif. Un thème émergent a été le changement de priorités en matière de politique étrangère, passant des valeurs traditionnelles de souveraineté et de sécurité nationale à des valeurs de solidarité, d'empathie et de soin. Enfin, les participant·e·s ont souligné que ces valeurs devraient s'étendre à la nature elle-même et que toute PEF devrait articuler un engagement fort dans la lutte contre le changement climatique.⁴

Sur la base de toutes les contributions, l'équipe du projet Policy Kitchen a proposé la définition suivante :

une PEF vise une égalité globale fondée sur les droits, est fondamentalement pacifiste et favorise une approche régénératrice de la nature.

Recommandations des participant·e·s

- S'engager à donner une définition concrète de la PEF et la diffuser auprès de toutes les institutions étatiques concernées afin de garantir que l'engagement d'un État en faveur de la PEF soit cohérent dans tous les domaines politiques.
- Promouvoir cette définition dans tous les forums compétents en matière de politique étrangère. Cela inclut les gouvernements des États et les ministères en charge de la politique étrangère ainsi que les organisations internationales et régionales (par exemple : les Nations Unies, l'Union africaine ou l'Union européenne (UE)).

Intégrer le féminisme dans la politique étrangère

Intégrer les perspectives féministes signifie les prendre systématiquement en compte à chaque étape de la prise de décision dans le processus d'élaboration de la politique étrangère. Jusqu'à

présent, les perspectives féministes ont rarement été reconnues au-delà des domaines de la paix et de la sécurité et de la coopération au développement. La définition globale que nous avons esquissée ci-dessus est essentielle aux efforts d'intégration car elle met en évidence la mesure dans laquelle le féminisme, loin de se préoccuper uniquement de la réalisation de l'égalité des sexes, est une approche politique pertinente pour tous les aspects de la politique étrangère.⁵ Ainsi, les domaines politiques abordés par ce rapport vont également au-delà de ceux qui sont généralement abordés dans le discours sur la politique étrangère féministe.

Recommandations des participant·e·s

- Intégrer les perspectives féministes dans tous les domaines de la politique étrangère, en particulier dans les domaines plus traditionnels où elle a été jusqu'à présent négligée, comme le commerce.
- S'appuyer sur l'intégration des perspectives féministes dans le domaine de la paix et de la sécurité pour réaliser de nouveaux progrès. Le programme sur les femmes, la paix et la sécurité défini par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a acquis une reconnaissance internationale et démontre les avantages de l'intégration des perspectives féministes dans les affaires étrangères. Ce succès pourrait servir de point de départ à une discussion plus large sur la PEF.⁶

Intersectionnalité et post-colonialisme

Les participant·e·s au Policy Kitchen ont souligné à plusieurs reprises que la politique étrangère n'existait pas dans le vide, tant au niveau national qu'international. Plusieurs participant·e·s ont soulevé l'existence d'inégalités structurelles et d'asymétries dans les relations de pouvoir au sein du système international comme un obstacle au développement de la PEF.⁷ Ces structures sont historiquement liées aux héritages coloniaux qui influencent encore les relations internationales entre les États du Nord et du Sud. Une approche postcoloniale reconnaît et cherche à combattre ces relations de pouvoir inégales,⁸ ainsi que les formes d'inégalité croisées telles que la race, l'ethnicité, la sexualité, le genre, le handicap, la classe et d'autres formes de discrimination.⁹ Par conséquent, la PEF doit remettre en question les hiérarchies de genre, de classe, de sexualité et de race qui sont au cœur des sociétés patriarcales et racistes actuelles.¹⁰ Comme l'a souligné un participant, ces héritages patriarcaux sont « les fondements de notre

société, allant des structures étatiques et des modèles de leadership politique à nos lois, à l'armée et aux idées traditionnelles sur les sphères genrées ».11 Comme elle souligne la nécessité de s'attaquer aux structures existantes avec des objectifs de transformation et qu'elle s'oppose à la reproduction de stéréotypes et de modèles oppressifs, une approche féministe postcoloniale et intersectionnelle peut être particulièrement utile pour changer les structures inégales dans le domaine de la politique étrangère.¹²

Recommandations des participant·e·s

- Rendre la politique étrangère durable par une approche féministe en prenant systématiquement en compte les formes de discrimination qui se recoupent dans les processus d'élaboration des politiques.¹³ Pour ce faire, la mise en œuvre d'une formation sur les préjugés sexistes et raciaux inconscients parmi le personnel des ministères des affaires étrangères serait une première étape utile.¹⁴
- Créer une organisation internationale de contrôle féministe (« watchdog organisation »), avec une représentation équitable des femmes, des personnes LGBTQI+, des personnes de couleur et des personnes ayant un niveau de formation différent, afin de garantir que les politiques locales et mondiales sont équitables.¹⁵
- Créer une alliance multipartite de partisans de la PEF et inciter d'autres acteurs étatiques et non gouvernementaux à la rejoindre dès que possible.¹⁶

Vaincre la discrimination par la représentation

Un autre point clé de la lutte contre les inégalités structurelles et de la mise en œuvre d'approches intersectionnelles consiste à accroître la représentation des groupes marginalisés dans les cercles de politique étrangère. Par exemple, des recherches empiriques ont montré que les processus de paix avec une participation importante des femmes sont plus susceptibles de conclure et de mettre en œuvre des accords de paix et moins susceptibles de voir le conflit reprendre.¹⁷ Une représentation inadéquate ou insuffisante conduit souvent à la création de politiques bien intentionnées qui ne sont pas efficaces parce qu'elles ne sont pas adaptées à un contexte local spécifique, ou même qui s'avèrent néfastes.¹⁸ Les participant·e·s ont soutenu que la PEF doit donc toujours être élaborée de manière participative, avec l'inclusion d'un maximum d'acteur·rice·s divers·e·s. Les participant·e·s

se sont montré·e·s très préoccupé·e·s par le manque de représentation des femmes et des groupes marginalisés dans l'élaboration des politiques¹⁹ et par le manque d'expertise en matière de genre dans les organisations et les ministères.²⁰ Il a été suggéré qu'il fallait accorder une attention particulière à la fois aux minorités au sein des pays et à l'hémisphère sud au niveau international.²¹

Les participant·e·s au Policy Kitchen ont estimé que la participation de la population locale de l'État soumis à la PEF était inestimable pour garantir que les politiques soient culturellement sensibles et efficaces.

« Nous exigeons que les États forment des organes de décision représentatifs de l'ensemble de la société d'ici 2025. Cela inclut la mise en œuvre de la pleine parité entre les sexes, mais aussi une plus forte représentation des groupes marginalisés »
– Ninja Bumann, Mechthild Geyer et Mariam Lalaian, participantes au Policy Kitchen²²

Recommandations des participant·e·s

- Intégrer les connaissances locales sur un État étranger lors de la conception d'une PEF pour nouer le dialogue avec cet État.²³
- Mettre en œuvre des mesures (par exemple des séminaires, des ateliers, des salons de l'emploi, des programmes de mentorat et de bourses, et la participation des médias) pour encourager les personnes des genres et des groupes sous-représentés à postuler à des postes dans les domaines concernés.²⁴
- Mettre en place des mécanismes internes qui tiennent les institutions politiques, les ministères et les organisations internationales responsables s'ils ne tiennent pas leurs promesses d'accroître la diversité et la représentation des groupes marginalisés au sein de leur personnel.
- Mobiliser des alliés masculins pour l'égalité des genres, la diversité et l'inclusion et promouvoir les masculinités transformatrices dans les contextes de leadership. Cela peut se faire en défendant des modèles alternatifs, en établissant des réseaux d'apprentissage et d'échange et en lançant des initiatives de formation et des campagnes de sensibilisation ciblées. Certain·e·s participant·e·s ont également demandé un renforcement des mécanismes de responsabilisation.

Le langage féministe dans la politique étrangère

Certain·e·s de nos participant·e·s ont fait remarquer qu'en politique étrangère, notamment en matière de sécurité, les discours qui prévalent représentent et décrivent les femmes principalement comme faibles, passives et victimes.²⁵ Ces discours ignorent le fait que les femmes sont plus que de simples victimes ; elles apparaissent également dans d'autres rôles tels que ceux de politiciennes, diplomates, combattantes, militaires, médiatrices et activistes. Pour résister à la tendance à négliger les femmes dans ces rôles, une participante a suggéré que le langage utilisé dans la PEF devrait tendre à neutraliser les stéréotypes et les valeurs existantes lorsque l'on parle des femmes en politique étrangère, en particulier en s'éloignant d'une représentation et d'un récit essentiellement basés sur les victimes. Par exemple, les participant·e·s ont souligné l'importance d'utiliser un langage précis, clair et exhaustif lorsqu'on parle de la violence liée au genre et de la santé sexuelle et reproductive.²⁶ D'autres se sont inquiété·e·s de l'étiquetage de certaines politiques comme étant « féministes » sans modifier substantiellement les politiques elles-mêmes, et ont souligné la nécessité de définitions inclusives.²⁷

Recommandations des participant·e·s

- Conception d'une boîte à outils pour le langage féministe. Les champion·ne·s de l'égalité des genres, tant au sein qu'à l'extérieur du gouvernement, devraient élaborer une boîte à outils qui comprendrait les meilleures pratiques et les approches permettant de plaider en faveur d'un langage féministe dans la politique étrangère.²⁸ Cette boîte à outils devrait également comprendre des lignes directrices pour une utilisation inclusive et progressive d'un langage exempt des hiérarchies et des inégalités que la PEF cherche à combattre.
- Créer et/ou soutenir des réseaux d'organisations non gouvernementales (ONG) et sensibiliser à la nécessité de transformer les inégalités structurelles entre les genres : une condition préalable à la réalisation de l'égalité mondiale entre les sexes à long terme.

Nécessité d'indicateurs clairs

Enfin, les participant·e·s au Policy Kitchen ont souligné que pour que l'engagement en faveur de la PEF se traduise par des progrès réels, il est essentiel de pouvoir mesurer ces progrès par rapport à des objectifs spécifiques et d'évaluer la dimension de genre des politiques étrangères. Les participant·e·s ont souligné le rôle central que les expert·e·s en matière de genre et les associations de femmes

concernées devraient jouer dans la création de bonnes mesures. Ils et elles ont également suggéré que la mesure devrait être un processus à deux volets, avec une évaluation à effectuer dans les premières étapes avant l'adoption d'une politique, et une évaluation dans les phases finales.

Recommandations des participant·e·s

- Évaluer systématiquement les différentes implications pour les personnes de sexe différent de toute action de politique étrangère, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Des indicateurs spécifiques mesurant l'impact des politiques sur les hommes et les femmes devraient être définis, et des données ventilées par genre devraient être collectées et rendues publiques. Dans la mesure du possible, cela devrait s'appliquer à tous les accords négociés et mis en œuvre au niveau international, et les données devraient inclure autant de catégories pertinentes (âge, capacité, classe, etc.) que possible.²⁹

Santé, sécurité et autonomie

La sécurité et l'autonomie corporelle, en particulier pour les femmes, sont apparues comme un domaine d'intérêt majeur pour les participant·e·s. Les années 2020 commencent avec la triste prise de conscience que les progrès réalisés dans la lutte contre la violence liée au genre et la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive sont gravement menacés par un recul mondial. Dans le contexte européen, des exemples récents incluent la décision du Tribunal constitutionnel polonais qui a transformé les lois déjà restrictives sur l'avortement en une interdiction quasi totale,³⁰ ainsi que les tentatives de restreindre l'accès à l'avortement en Slovaquie.³¹ L'expansion par l'administration Trump de sa règle du bâillon mondial, qui a ensuite refusé le financement américain à tout programme proposé par des ONG fournissant ou simplement informant sur les services liés à l'avortement, a également fait l'objet d'une couverture médiatique mondiale.³² En outre, en 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2467³³ sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits sans reconnaître directement l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive pour les victimes de violences sexuelles comme dans les résolutions précédentes. Comme l'a souligné une participante, « les problèmes ne peuvent être résolus que s'ils sont nommés avec précision ».³⁴ Dans les années 2020, la VFG et les SDSR risquent d'être occultés sur la scène mondiale.

Les idées des participant·e·s sur ces questions étaient parmi les plus diverses, tandis que les discussions en atelier ont souvent brouillé les frontières entre la politique intérieure et la politique étrangère. De nombreuses idées liées aux SDSR et à la VFG reflètent donc la nécessité d'assurer un alignement adéquat de la politique intérieure et de la politique étrangère. Reconnaisant que les cadres de référence nationaux diffèrent même chez les proches voisins européens, les participant·e·s ont appelé à une cohérence européenne dans l'approche et l'action pour aborder ces questions au niveau mondial de manière collaborative et crédible.

Santé et droits sexuels et reproductifs

« Une politique étrangère féministe ne peut être véritablement féministe sans la connaissance et la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Cependant, la SDSR continue d'être un obstacle important à l'acceptation mondiale de la politique étrangère féministe. »

– Amanda Clark, participante au Policy Kitchen³⁵

Reconnaissant que les progrès en matière de SDSR sont soumis à des pressions tant dans le contexte national qu'international, les recommandations des participant·e·s ont mis en évidence des domaines d'intérêt spécifiques. Il s'agit notamment de la représentation dans la prise de décision en matière de soins de santé, de l'accès aux services de santé et à la contraception, et du droit à l'avortement.

Recommandations des participant·e·s

- Promouvoir une représentation accrue à tous les niveaux de la prise de décision en matière de santé afin de réduire les obstacles auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles prennent des décisions concernant leurs propres corps.³⁶ Seuls 31 % des organisations mondiales de santé et 20 % de leurs comités sont dirigés par des femmes.³⁷ Si l'on ajoute à cela le fait que les femmes continuent d'être sous-représentées au sein des gouvernements du monde entier, cela signifie que les besoins des femmes en matière de santé sont souvent insuffisamment pris en compte, sous-financés et dotés de ressources insuffisantes à tous les niveaux.
- Surveiller l'accès aux soins de santé maternelle et aux services d'avortement et de santé sexuelle en temps de crise.³⁸ Les crises peuvent être utilisées pour freiner les progrès durablement acquis en matière de genre et de droits reproductifs dans le monde entier. Dans ces contextes, les États qui approuvent une PEF devraient accroître leur vigilance pour sensibiliser et intervenir là où c'est possible.
- Coordonner les ressources avec d'autres États pour maintenir une chaîne d'approvisionnement mondiale en produits de contraception et de santé génésique, en tenant compte des obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour recevoir des soins de santé complets et appropriés, tels que la situation géographique, le coût ou la stigmatisation sociale.³⁹
- Garantir l'accès à l'avortement sans risque en tant que précurseur fondamental de l'autonomie des femmes sur leur corps. Le droit à l'avortement devrait être un domaine clé de la PEF. Les participant·e·s proposent les mesures suivantes :⁴⁰

définir clairement l'accès à l'avortement sans risque dans le cadre de la SDSR dans le discours international ;

faire pression pour créer une norme minimale pour le droit à l'avortement au sein de l'UE et dans ses relations extérieures ;

nommer des « ambassadrices pour l'égalité des sexes », chargées de faciliter une approche cohérente dans ces domaines et avec d'autres politiques féministes au niveau mondial ;

amplifier le travail des militantes locales par le financement et la plaidoirie ;

plaider au niveau international contre le recul du droit à l'avortement afin de provoquer des sanctions coordonnées de la part de la communauté mondiale.

Lors des discussions en atelier et des soumissions à la plateforme en ligne, les recommandations des participant·e·s ont souligné la nécessité d'adapter les actions et les approches aux contextes locaux. Par exemple, les considérations spécifiques requises pour les petits États insulaires en développement ont été soulevées comme un contexte unique souvent négligé.⁴¹ Les participant·e·s ont souligné que, compte tenu de la diversité des attitudes à l'égard de la SDSR, les connaissances locales devraient être consultées pour s'assurer que les politiques sont aussi pertinentes et efficaces que possible.

Violence fondée sur le genre

La VFG est un problème qui transcende les frontières sociales, économiques, géographiques et de développement.⁴² La violence exercée par le ou la partenaire intime représente la plupart des cas de VFG⁴³ et dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, alors que la moitié de la population mondiale a été confinée, la violence à l'égard des femmes a été qualifiée de 'pandémie fantôme'.⁴⁴ Les efforts de lutte contre la VFG se heurtent à des défis logistiques, culturels et institutionnels pour lesquels il n'existe pas de solution unique ou à court terme. Une PEF devra se concentrer en permanence sur l'action et la sensibilisation si l'on veut que des progrès soient réalisés et maintenus.

Au cours des ateliers, les participant·e·s ont considéré que la montée en flèche des taux de violence domestique liée à la COVID-19 indiquait que la prochaine décennie devrait être axée sur la ratification et la mise en œuvre des lois nationales et des accords internationaux existants. Elles ont souligné que la Convention d'Istanbul⁴⁵ était une réalisation importante des années 2010 et que sa ratification par des

acteurs majeurs tels que le Royaume-Uni était toujours en suspens. Toutefois, les idées pour les années 2020 ont également dépassé les cadres internationaux et ont formulé des recommandations pour garantir des progrès durables qui ne dépendent pas nécessairement de la sphère politique. Ainsi, trois grands domaines thématiques ont émergé, à savoir l'éducation, le financement et l'aménagement urbain.

L'accent mis sur l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation est considéré comme un moyen de relever les défis socialement et culturellement complexes de la VFG, en particulier dans les contextes où les taux de mariage d'enfants sont élevés. Plus une fille va longtemps à l'école, plus elle est susceptible d'avoir une plus grande autonomie physique et mentale pour remettre en question les rôles genrés prescrits.

Recommandations des participant·e·s ⁴⁶

- Adapter l'offre éducative aux rythmes des communautés locales, par exemple en introduisant des horaires scolaires à la demi-journée pour réduire le nombre d'abandons dus aux conflits d'horaire ;
- Investir dans la formation des partenaires de la communauté locale pour enseigner, mais aussi poursuivre leurs propres études ;
- Assurer une représentation diversifiée au sein du personnel enseignant ;
- Représentation positive des femmes instruites et de leurs réalisations ;
- Veiller à ce que les garçons ne soient pas favorisés par rapport aux filles pour bénéficier des initiatives en matière d'éducation.

En ce qui concerne la sensibilisation au financement, les participant·e·s ont fait remarquer que les initiatives de lutte contre la VFG souffrent souvent d'une vulnérabilité financière qui compromet leur capacité à initier et à maintenir des changements durables. Cela pourrait être dû à la longueur insuffisante des cycles de financement des projets⁴⁷ ou au fait que les initiatives considérées comme des « questions annexes ou non-techniques » sont réduites au profit de programmes produisant davantage de résultats à court terme.⁴⁸ Comme l'investissement dans une optique de genre est, bien que loin d'être répandu, en train de prendre de l'ampleur,⁴⁹ des difficultés de définition et d'identification apparaissent.⁵⁰ Pour aider à surmonter ces défis, la PEF pourrait inclure la création d'une accréditation spécialisée appliquée aux acteur·rice·s civiques qui investissent dans des projets à l'étranger.

Recommandations des participant·e·s

- Développer une accréditation financière féministe que les pays pourraient accorder à leurs entreprises et fonds de placement nationaux qui investissent à l'étranger dans des projets minimisant les risques de VFG et travaillant activement à un changement positif. Une accréditation pourrait sensibiliser à la lutte contre la VFG en la normalisant en tant que considération dans les investissements, avec des critères spécifiques pour guider les investisseurs qui veulent bénéficier des avantages financiers et de réputation que cela implique.⁵¹

Au-delà du coût humain évident, on estime que la VFG coûte aux pays jusqu'à 3,7 % de leur produit intérieur brut (PIB).⁵² Les actions visant à intégrer les considérations relatives à la VFG mettront en évidence le risque économique élevé qu'il y a à ne pas agir pour toutes les parties prenantes. En attendant, l'impact positif de la sauvegarde de la progression à long terme pourrait être double : la diversification des sources d'investissement pour réduire le risque de coupes budgétaires totales, et un équilibre entre la responsabilité civique et politique pour créer des contrôles supplémentaires contre les changements de priorités et de politique à court terme qui pourraient se produire au niveau national.

Bien que la plupart des VFG se produisent dans la sphère domestique, les participant·e·s ont également souligné que, les Nations Unies prévoyant que 68 % de la population mondiale vivra dans les villes d'ici 2050,⁵³ la menace de harcèlement et d'agression sexuels dans la sphère publique ne peut être ignorée : selon une enquête mondiale auprès d'expert·e·s réalisée à partir de 2018, les femmes et les filles en milieu urbain sont régulièrement confrontées au harcèlement sexuel, à l'exploitation et à l'insécurité. Près de la moitié (48 %) des expert·e·s interrogé·e·s ont déclaré qu'il est (extrêmement) dangereux pour les filles d'utiliser les transports publics la nuit.⁵⁴ Les participant·e·s ont contesté la notion d'aménagement urbain en tant que sujet de politique purement intérieure, car de nombreuses agences de développement étatiques poursuivent activement des programmes de développement urbain.

Recommandations des participant·e·s

- Investir davantage dans des infrastructures urbaines publiques sûres. La construction d'un réseau de transport public étendu et sûr devrait être particulièrement soutenue en tenant compte des besoins spécifiques des femmes.^{55 56}
- Soutenir la représentation des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés et leurs intérêts dans la prise de décision concernant l'aménagement urbain et, plus généralement, dans les institutions ayant un impact sur les citoyen·ne·s vivant en ville.⁵⁷

« Cibler les villes et l'urbanisme dans le cadre d'une politique étrangère féministe ne soutient pas seulement les responsables locaux progressistes et les initiatives locales, mais crée surtout un espace public sûr et prospère pour tous·tes les citoyen·ne·s. »

– Maria Isabelle Wieser, participante au Policy Kitchen⁵⁸

La SDSR et la VFG étant menacées dans l'agenda d'élaboration des politiques globales, il est impératif d'être clair et ferme sur les objectifs de la PEF. Les participant·e·s ont recommandé que, dans les années 2020, le droit à l'avortement, l'accès à la contraception et la représentation dans les soins de santé soient des éléments clés pour assurer le succès plus large et à long terme de la PEF. En travaillant à la mise en œuvre de ces objectifs, les participant·e·s ont souligné l'importance d'un cadre cohérent qui aligne les approches internationales et nationales. Identifiant que l'accès à la santé, à la sécurité et à l'autonomie diffère selon le contexte socioculturel, les participant·e·s ont en outre souligné la nécessité d'adapter ces approches au contexte local dans lequel elles se situent. À la lumière de ces complexités, il a été souligné que la PEF ne devrait pas hésiter à essayer d'influencer des sujets aussi divers que l'investissement civique et l'aménagement urbain à l'étranger. Soulignant que la clarté en matière de SDSR et de VFG est essentielle pour le public et les décideur·euse·s politiques en matière de PEF, les participant·e·s

ont recommandé l'articulation de « lignes violettes pour les normes minimales de ce qui devrait être activement promu et défendu ». ⁵⁹

« Pourquoi le violet ? Le violet est la couleur du féminisme. Utilisé pour la première fois par les suffragettes britanniques au début du XXe siècle, combiné au blanc et au vert, le violet est aujourd'hui la couleur mondialement reconnue du féminisme en tant que mouvement social de défense des droits des femmes. »

– Claire Guiraud, participante au Policy Kitchen⁶⁰

Les cadres, conventions et traités seraient traduits en « lignes violettes » de questions et d'actions concrètes que les États soutenant la PEF attaquaient, défendraient et autour desquelles ils se rallieraient. Le concept de lignes rouges étant fermement établi dans le discours politique, les « lignes violettes » pourraient être transformées en un véhicule linguistique puissant et facilement accessible pour faire avancer l'agenda de la PEF en matière de VFG, de SDSR, etc.

Environnement et changement climatique

L'examen des liens entre les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement, bien que ceux-ci soient encore souvent négligés dans l'élaboration des politiques et la recherche scientifique, fournit des indications utiles sur la manière de réaliser des progrès plus importants dans ces deux domaines.⁶¹ Il est donc important que les acteur·rice·s politiques tiennent compte des différences sociales lorsqu'ils ou elles prennent des décisions sur le changement climatique. Les documents finaux de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2009 sont considérés comme une étape majeure dans les progrès réalisés en vue d'intégrer une perspective de genre dans les traités internationaux sur le changement climatique, par exemple.⁶² Dans les années qui ont suivi le sommet, les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont reconnu la nécessité de traiter les impacts du changement climatique de manière différenciée selon le genre et de garantir l'égalité des sexes et la participation effective des femmes.⁶³

Dans l'ensemble, la philosophie qui sous-tend les politiques environnementales efficaces correspond à une vision féministe du monde. Elles visent toutes deux une plus grande inclusion et une plus grande attention aux groupes les plus vulnérables et systématiquement discriminés ou négligés, notamment les femmes, les communautés autochtones et les pauvres. Les deux philosophies peuvent se renforcer mutuellement au niveau politique si leurs liens complexes sont reconnus et bien compris par les décideuses et les décideurs. Dans ce chapitre, nous examinons certains des liens possibles.

Pauvreté, injustice et changement climatique

« Une politique étrangère féministe doit être une politique qui ne se contente pas d'une action climatique mondiale qui reproduit et renforce les inégalités existantes. Elle doit au contraire promouvoir une action climatique urgente et radicale qui soit juste et qui ne laisse personne pour compte. »

– Pauline Seppey, Megan Armstrong et Irina Herb, participantes au Policy Kitchen⁶⁴

Les pauvres sont les plus touché·e·s par le changement climatique. Ils et elles sont les premier·ère·s à avoir soif, à avoir faim ou à perdre leur maison ou leur terre à cause des sécheresses, de la déforestation, des incendies de forêt et d'autres causes environnementales d'origine humaine ou naturelle.⁶⁵ Les femmes représentent environ 70 % des personnes les plus pauvres du monde.⁶⁶ En outre, la division du travail selon le sexe attribue aux femmes les responsabilités domestiques et reproductives telles que l'éducation des enfants, la recherche de combustible (comme le bois) et la collecte de l'eau, ce qui les rend plus dépendantes des ressources communautaires et de l'agriculture de subsistance. Par conséquent, les femmes supportent souvent le plus gros du coût de la dégradation de l'environnement sous la forme de mauvaises récoltes ou de longs trajets à la recherche de bois de chauffage ou d'eau propre.⁶⁷ Pourtant, alors que les conditions de vie de nombreuses femmes et de communautés marginalisées dans le monde entier dépendent fortement de la manière dont le changement climatique et le déclin environnemental seront atténués dans les années à venir, leur capacité à agir sur ces questions reste limitée.

Recommandations des participant·e·s

- Évaluer l'impact sur la justice sociale des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ces recherches peuvent éclairer la prise de décision quant à la manière dont les différents groupes sociaux sont affectés par les politiques environnementales, en attirant l'attention sur les femmes et les communautés particulièrement vulnérables.⁶⁸
- Redéfinir les contributions nationales déterminées (CDN) promises dans le cadre de la CCNUCC. Les CDN devraient inclure la reconnaissance des questions de justice sociale dans leur formulation au lieu de se concentrer uniquement sur l'objectif de 1,5°C.⁶⁹
- Introduire un mécanisme pour redistribuer les ressources des nations et entités riches à celles qui se trouvent en première ligne de la catastrophe climatique. Les programmes pertinents pourraient inclure des prêts de microfinancement, le financement d'initiatives vertes et des réparations directes pour lutter contre les inégalités climatiques.⁷⁰
- Établir un passeport climatique pour les personnes fuyant leur pays d'origine en raison de l'impact du changement climatique. Un tel passeport climatique devrait inclure une perspective genrée et accorder aux femmes, qui sont plus susceptibles que les hommes d'être victimes de violence au cours du processus de migration, des garanties spécifiques, y compris l'accès à une assistance psychologique, en particulier lors de la demande d'asile.⁷¹

Changement climatique et communautés autochtones

La prise en compte des savoirs autochtones et locaux est un élément important de la lutte contre le changement climatique.⁷² Par exemple, des recherches sur les pratiques des éleveurs Turkana au Kenya et leur compréhension particulière de l'environnement ont révélé comment les savoirs locaux aident à contextualiser les conclusions scientifiques sur le changement climatique.⁷³ Pourtant, comme les savoirs locaux continuent à être sous-représentés dans les discours politiques et universitaires, leur potentiel reste largement inexploité.

En outre, les politiques environnementales qui ne tiennent pas compte de la vie des populations locales risquent de nuire involontairement à ces communautés. Par exemple, les politiques de reboisement peuvent avoir des effets négatifs sur les communautés locales si les questions de déplacement et de compensation ne sont pas abordées lors de leur mise en œuvre.⁷⁴ De même, le développement des biocarburants ne doit pas être salué comme une solution sans reconnaître le « green grabbing », l'appropriation des terres et des ressources à des fins environnementales, qu'il induit dans certaines régions.⁷⁵

Recommandations des participant·e·s

- Promouvoir l'inclusion des connaissances autochtones et locales dans les programmes de recherche et d'éducation en matière d'environnement. Cela peut se traduire par le partage des meilleures pratiques de méthodes locales d'atténuation du climat au niveau régional ou par le renforcement du leadership communautaire des femmes et d'autres groupes marginalisés. Si de tels projets existent déjà dans de nombreux contextes, ils doivent être soutenus et dirigés plus fermement par les gouvernements.⁷⁶
- Renforcer les collaborations avec les acteurs locaux et non étatiques dans un effort actif pour inclure les plus marginalisés dans la prise de décision lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques d'atténuation et d'adaptation.⁷⁷

Genre et énergie

L'énergie et les combustibles fossiles devenant des questions importantes dans la politique de sécurité mondiale, la consommation d'énergie domestique est devenue directement liée aux stratégies de politique étrangère des États. Pour mieux comprendre la consommation énergétique intérieure, il est indispensable d'étudier

les différences entre les sexes. Partout dans le monde, les femmes et les hommes diffèrent visiblement dans la manière dont ils utilisent les sources d'énergie et dans les objectifs qu'ils poursuivent. Une étude portant sur certains pays européens a montré, par exemple, que « les ménages dirigés par des femmes entraînent davantage d'émissions que les ménages dirigés par des hommes, ce qui s'explique par une division genrée du travail et par le fait que les femmes passent plus de temps à la maison, tandis que les hommes causent plus d'émissions liées aux transports et aux loisirs ».78 Dans le même temps, les normes culturelles qui font de la rénovation des bâtiments une sphère d'intérêt masculine perpétuent la négligence de ces différences dans la comptabilisation des activités et des besoins des ménages.79 Que cet exemple appelle un ciblage actif des femmes dans les projets de rénovation énergétique ou un changement dans la répartition des responsabilités domestiques entre les hommes et les femmes, il montre que les instruments politiques, y compris dans le secteur de l'énergie, sont souvent perçus comme « neutres » alors qu'en fait ils ne tiennent pas compte des différences entre les sexes.

Recommandations des participant·e·s

- Recueillir des données ventilées par sexe dans la production et l'utilisation de l'énergie et la politique énergétique afin d'informer les décideurs et les décideuses. Les départements/ministères de l'énergie ainsi que les entreprises énergétiques privées devraient recueillir des données ventilées par sexe et consulter régulièrement les résultats tout au long du processus décisionnel.⁸⁰
- Faire de l'intégration de la dimension de genre et de la budgétisation genrée une partie indélébile de la politique énergétique et de chaque gouvernement.⁸¹
- Consulter les femmes et tenir compte de leurs points de vue et de leurs intérêts lors de la conception de projets de rénovation en matière d'efficacité énergétique.⁸²

Changement climatique et éducation

La connaissance et la reconnaissance de l'importance du changement climatique dans la société au sens large sont inextricablement liées au sentiment d'urgence que ressentent les décideurs et décideuses politiques à l'égard de ces questions. Lorsqu'il s'agit de mesures éducatives liées au changement climatique, les approches doivent être

éclairées par une perspective de genre. Comme les femmes continuent d'être les principales responsables de la garde des enfants dans le monde, leurs connaissances et leur engagement sur les questions environnementales sont susceptibles de façonner la prise de conscience et les actions de la prochaine génération. En outre, les femmes sont des agents actifs de la protection de l'environnement. Par exemple, il a été démontré que dans le domaine de la recherche énergétique, les femmes scientifiques ont tendance à se concentrer davantage sur les sources d'énergie renouvelables et les aspects sociaux de l'utilisation de l'énergie que leurs homologues masculins.⁸³ Dans le même temps, étant donné les faibles taux d'égalité des sexes dans certains pays, l'accès aux professions scientifiques et techniques peut être un moyen pour de nombreuses femmes d'acquérir une indépendance financière. Ces deux constatations devraient renforcer la nécessité de promouvoir une plus grande participation des femmes dans les sciences de l'environnement.

Recommandations des participant·e·s

- Développer des programmes universitaires en sciences de l'environnement qui s'adressent spécifiquement aux femmes. Cela signifierait, par exemple, que les programmes prendraient en compte l'éducation des enfants et les responsabilités domestiques des femmes, ce qui rendrait le processus de formation plus flexible.⁸⁴
- Allouer davantage de fonds aux projets visant à sensibiliser les femmes au changement climatique en tant que leaders de la communauté. Le processus peut fonctionner dans les deux sens : sensibilisation et collecte de connaissances locales, en s'appuyant sur des pratiques déjà existantes.⁸⁵

Processus décisionnels inclusifs

« Le changement climatique n'est pas neutre sur le plan du genre : les femmes et les hommes vivent le changement climatique différemment. Oui, les femmes sont beaucoup plus durement touchées par la crise du changement climatique que les hommes. »

– Mereilim Kalen, participante au Policy Kitchen⁸⁶

Le changement et les politiques climatiques ne sont pas, comme tout autre domaine politique, neutres en termes de genre et affectent différemment les groupes sociaux.⁸⁷ Par conséquent, les politiques climatiques doivent refléter les besoins différents des divers groupes, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les communautés traditionnellement marginalisées. Des mesures importantes ont déjà été prises en faveur d'une approche plus sensible à la dimension de genre au sein de la CCNUCC, le cadre essentiel pour lutter contre la crise climatique au niveau mondial. Lors de la Conférence des Parties 25 (COP25) en 2019, le deuxième plan d'action quinquennal pour l'égalité des sexes (GAP) a été adopté, celui-ci prévoit l'inclusion de toutes les parties prenantes à tous les niveaux ainsi que la participation des femmes au processus de la CCNUCC.⁸⁸ Cependant, certains critiques affirment que ce GAP manque d'indicateurs clairs pour mesurer la réussite de la mise en œuvre. En outre, une condition préalable à l'action en faveur de l'égalité des sexes est la pleine mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2016, y compris la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C.⁸⁹ Les participant·e·s ont recommandé deux politiques pour rendre la prise de décision dans le contexte du climat et de l'environnement plus inclusive.

Recommandations des participant·e·s

- Élargir l'accès des plus vulnérables en favorisant une meilleure capacité de représentation au sein des délégations des États dans les négociations internationales, telles que la COP de la CCNUCC.⁹⁰
- Exploiter les capacités nationales, régionales et internationales de résolution des problèmes en encourageant la formation de groupes de travail diversifiés, composés de politicien·ne·s, de délégué·e·s d'organisations internationales, de scientifiques, de militant·e·s, de journalistes et de représentant·e·s du secteur privé.⁹¹

Paix et sécurité

La sécurité est un pilier essentiel de tout programme de politique étrangère. La PEF cherche à recadrer la sécurité en s'éloignant de l'approche traditionnelle centrée sur l'État et en s'appuyant sur les principes de la sécurité humaine :⁹² garantir le droit des individus à vivre à l'abri du besoin et de la peur. Comme l'a montré la pandémie actuelle, la sécurité est bien plus qu'une question de menaces militaires extérieures. Elle peut être menacée par une vaste gamme de phénomènes sociaux, économiques et environnementaux tels que le changement climatique, les déplacements massifs, le terrorisme et la pauvreté. Ces défis touchent souvent les personnes les plus marginalisées et la voix de ces populations est exclue des décisions politiques visant à soutenir ces mêmes personnes. Comme l'ont déjà fait remarquer les débats précédents sur l'intersectionnalité, les personnes qui tiennent compte de ces voix risquent de le faire de manière trop simplifiée, au lieu de reconnaître l'impact de la race, de la classe, de la sexualité et d'autres éléments de l'identité sociale qui se chevauchent. Les groupes suivants explorent plusieurs thèmes de sécurité soulevés par les participant·e·s, et cherchent à fournir des conseils aux décideurs et décideuses politiques et aux parties prenantes concernées pour les aborder sous l'angle de la PEF. Au cœur de chacun d'entre eux se trouve la nécessité d'une approche inclusive et « bottom-up » de la prise de décision, qui intègre la collecte systématique d'opinions et de données auprès des individus de toute la communauté, y compris les plus marginalisés.

Représentation égale dans les processus de paix

Les femmes et les autres communautés marginalisées sont généralement les plus touchées par la guerre et les conflits et les plus susceptibles de subir des violations des droits humains et de terribles violences, même de la part de ceux et celles qui ont le devoir de protéger.⁹³ Malgré cette sombre réalité, elles sont constamment mises sur la touche dans les pourparlers et les négociations de paix et de conflit. En effet, entre 1992 et 2018, « les femmes ne représentaient que 13 % des négociateurs, 3 % des médiateurs et 4 % des signataires dans les principaux processus de paix. »⁹⁴

Cela démontre la lenteur des progrès réalisés pour accroître la représentation des femmes dans les processus de consolidation de la

paix, mais souligne l'intérêt des quotas de genre dans les initiatives de consolidation de la paix. Toutefois, le recours aux quotas est loin d'être la solution idéale. Généralement, les femmes en mesure de participer aux pourparlers officiels sur la paix et les conflits et aux négociations officielles pour exprimer leurs points de vue ne font pas partie des groupes ayant le plus souffert de la guerre.⁹⁵

Par conséquent, les nuances intersectionnelles vécues par les femmes ou par les acteurs des communautés locales dans les zones touchées pourraient être négligées et mal comprises. Par conséquent, une représentation féminine plus élevée dans le cadre d'un système de quotas ne donne pas nécessairement des résultats plus significatifs lors de la création d'un programme de sécurité plus inclusif. Pour que la résolution des conflits soit la plus efficace possible, elle doit être féministe. En conséquence, les voix des groupes de défense locaux et des organisations de base doivent être au cœur du processus de paix.⁹⁶

Recommandations des participant·e·s

- Faciliter un réseau d'acteurs locaux plus proches des communautés touchées et, idéalement, de ceux qui vivent les problèmes eux-mêmes.⁹⁷ Ce réseau devrait être inclus à tous les stades de la consolidation de la paix et des négociations de paix, afin d'« intégrer les connaissances et l'expertise des artisans de paix, des médiateurs et des autres acteurs locaux ».⁹⁸ Cela permettra aux femmes marginalisées et aux communautés locales d'exprimer leurs besoins et, par conséquent, de jouer un rôle de premier plan dans les processus de construction de la paix. Un réseau efficace placera les communautés les plus marginalisées au centre du processus et s'efforcera d'obtenir une véritable représentation.

L'inclusion des groupes touchés dans les initiatives de consolidation de la paix a déjà été mise en œuvre dans la politique intérieure de l'Ukraine pour aider à résoudre le conflit dans l'Est du pays.⁹⁹ Cette approche a permis aux femmes et aux filles d'avoir leur mot à dire dans les décisions qui affecteront leur avenir et de contribuer à assurer leur sécurité. L'intégration de processus « bottom-up » dans les conflits de paix offre une alternative efficace aux solutions « top-down » à la sous-représentation, telles que les quotas.

Contrôle et commerce des armes

Comme l'a fait remarquer une participante,¹⁰⁰ la PEF ne peut être conciliée avec les exportations d'armes. Le commerce des armes et les structures patriarcales sont co-constitutifs, contribuant au

militarisme masculinisé,¹⁰¹ permettant directement la prolifération de la violence fondée sur le genre (VFG) et de la violence systémique selon la race, la sexualité, le handicap, la classe ou d'autres facteurs socio-démographiques. Même en dehors du contexte d'un conflit en cours, les armes contribuent à la soumission implicite des femmes et d'autres groupes marginalisés dans les sphères sociales publiques et privées. Le Traité des Nations Unies sur le commerce des armes (TCA)¹⁰² s'est efforcé de réglementer le commerce et a facilité les discussions sur les liens entre les ventes d'armes et la VFG.¹⁰³ Cependant, il a également été critiqué pour avoir légitimé le commerce d'armes existant des principaux exportateurs (principalement dans le Nord) et pour avoir finalement donné la priorité à la recherche du gain économique plutôt qu'à la justice et à la sécurité humaine.¹⁰⁴ En conséquence, un commerce qui permet la perte dévastatrice de vies humaines se poursuit par des voies légales.

Malgré la contradiction évidente entre la PEF et le commerce des armes, les États qui se sont engagés publiquement à la PEF, comme le Canada et la Suède, continuent de se classer parmi les plus grands exportateurs d'armes au monde. Certains défendent¹⁰⁵ la décision des États mettant en œuvre la PEF de continuer à exporter des armes comme étant légale, car elle reste conforme aux réglementations internationales comme le TCA qui prévoit l'obligation¹⁰⁶ pour les États exportateurs d'évaluer le risque que leurs armes soient utilisées pour perpétrer de la VFG. Toutefois, les vagues directives¹⁰⁷ sur la prévention de la VFG en limitant les exportations d'armes et la poursuite des exportations d'armes vers des régimes violant les droits humains, même par les États qui revendiquent la PEF,¹⁰⁸ montrent qu'une approche du commerce des armes fondée sur la réglementation est inadéquate. Que faut-il faire ?

« La politique étrangère féministe d'un pays peut-elle être considérée comme féministe si elle autorise toujours l'exportation d'armes ? »

– Amanda Clark, participante au Policy Kitchen¹⁰⁹

Recommandations des participant·e·s

- Les États qui souhaitent poursuivre une PEF devraient reconnaître l'incompatibilité d'un programme féministe avec le commerce des armes et s'efforcer de mettre fin à leurs propres exportations d'armes.¹¹⁰
- Tenir pour responsables la majorité des États qui ne se sont pas engagés en faveur de la PEF, en les exhortant, aux côtés d'institutions et d'organismes internationaux comme l'ONU, à passer d'un programme de réglementation du commerce des armes à un programme de désarmement complet.

Rôle des données et des outils technologiques

Les femmes ont longtemps été rendues invisibles en tant que victimes et parties prenantes dans les situations de conflit. Les défis tels que la violence fondée sur le genre sont souvent exacerbés pendant la guerre. L'intention derrière l'utilisation des outils numériques pour faire face à ce problème n'est pas seulement d'apporter des solutions à court terme, mais aussi de subvertir les conceptions traditionalistes de la sécurité. Cependant, comme l'ont fait remarquer certain·e·s participant·e·s,¹¹¹ les tentatives d'amélioration de cette situation sont souvent contrecarrées par le manque de données suffisantes sur les préoccupations spécifiques des femmes.

Recommandations des participant·e·s

- Systématiser les efforts pour collecter des données fiables et ventilées par sexe sur la situation particulière des groupes vulnérables. Les organisations internationales et les ONG locales devraient collaborer pour combler les lacunes dans les données relatives aux différents indicateurs démographiques (y compris l'âge)¹¹² et aux niveaux régionaux, de manière comparable aux indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.¹¹³
- Les décideuses et les décideurs doivent s'engager à mener régulièrement des audits de genre.¹¹⁴ Cela permettra de s'assurer que les politiques ne sont pas uniquement informées par les personnes en position de pouvoir. En reconnaissance de l'intersectionnalité du genre, ces audits devraient activement rechercher la voix des personnes qui sont particulièrement désavantagées par la race, la classe et la sexualité. Cela permettrait non seulement de sensibiliser à leur sort, mais aussi de permettre aux décideuses et aux décideurs politiques une allocation juste et fondée sur des preuves des ressources.

Étant donné que la technologie numérique transcende les contraintes de ressources matérielles en temps de guerre, les réseaux sociaux peuvent également être exploités comme un outil de visibilité et d'autonomisation des groupes vulnérables. À cette fin, les

participant·e·s ont recommandé une double approche, centrée sur la plaidoirie de haut niveau et la culture numérique.

Recommandations des participant·e·s

- Encourager des célébrités populaires à utiliser leur plateforme en ligne pour défendre ces questions, et le fossé genré en matière de culture numérique des adultes devrait être comblé par des programmes de formation destinés en particulier aux femmes âgées.¹¹⁵
- Encourager les forums de discussion en ligne entre femmes comme moyen de partager l'expérience des conflits.¹¹⁶
- Promouvoir les contacts transfrontaliers avec des femmes des territoires « ennemis » afin d'atténuer les préjugés et de contribuer à des solutions partagées aux problèmes communs rencontrés par les communautés locales de groupes marginalisés.¹¹⁷

En ce qui concerne cette dernière recommandation, une initiative de la base similaire¹¹⁸ a demandé que les femmes, indépendamment de leurs affiliations géopolitiques, soient impliquées dans un accord politique pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Cette approche est soutenue par le principe d'empathie de la PEF qui s'oppose à la rhétorique nationaliste empêchant les solutions fondées sur l'intérêt mutuel pendant le conflit.

Recommandations des participant·e·s

- Dans l'arène intergouvernementale, les attitudes à l'égard de l'aide internationale devraient passer d'une perspective « développementaliste » à la promotion du renforcement des capacités, en particulier dans le domaine de la technologie.¹¹⁹

« Les accords multilatéraux conditionnés par une allocation démocratisée des infrastructures numériques ont le potentiel de garantir que ces ressources puissent atteindre les femmes dans des endroits éloignés ou dans des contextes sociétaux conservateurs et ne soient pas simplement cooptées par l'élite privilégiée pour renforcer les systèmes d'exclusion existants. »

– Eva Rana, participante au Policy Kitchen¹²⁰

Cadres intersectionnels et sensibles à la dimension de genre

La PEF ne peut réussir que si les cadres nationaux et internationaux en font la promotion. Les plans d'action nationaux (PAN)¹²¹ élaborés par les États membres en sont des exemples pertinents. En août 2019, 42 % des États, soit un total de 82 pays, avaient publié des PAN.¹²² Bien que cela représente un point de départ prometteur, les recommandations politiques suivantes doivent être prises en compte lors de l'élaboration et de la mise à jour des PAN.

Les participant·e·s au Policy Kitchen ont constaté que certains des principaux obstacles à la réussite des PAN sont le manque de financement durable, de suivi et de cadres d'évaluation. Pour garantir leur mise en œuvre efficace, les PAN exigent des cadres de suivi et d'évaluation systématiques ainsi qu'une large participation des organisations de base, des groupes féministes et des communautés marginalisées.¹²³

Recommandations des participant·e·s

- Définir des quotas, des mesures, des indicateurs concrets et des objectifs mesurables contraignants, et inclure des engagements clairs avec des calendriers, des budgets et une répartition des tâches contraignants, fondés sur une coordination interministérielle efficace, pour parvenir à une participation égale des femmes dans les missions civiles et militaires de gestion des crises.¹²⁴
- Élargir les indicateurs pour y inclure l'orientation sexuelle et l'identité de genre et considérer les termes « femmes » et « genre » comme deux termes distincts.¹²⁵
- Définir une procédure structurée pour intégrer efficacement les besoins, les vulnérabilités et les intérêts des femmes dans la prévention et la médiation diplomatiques, par exemple des listes de contrôle complètes sur la base des enseignements tirés des années antérieures de mise en œuvre des PAN.¹²⁶
- Augmenter le financement de l'intégration de la dimension de genre et de la formation à la sensibilité au genre pour les diplomates et le personnel de maintien de la paix.¹²⁷
- Inclure un langage et des concepts non binaires et intersectionnels dans les PAN pour leur permettre de mieux contribuer à la sécurité et à la paix pour tous.¹²⁸
- Inclure des évaluations « bottom-up » par des groupes de base représentant la diversité des femmes, d'autres groupes d'identité de genre,¹²⁹ et des personnes ayant des orientations sexuelles différentes,¹³⁰ et élaborer une méthodologie publique sur la manière dont ces contributions seront intégrées et permettront un examen externe continu.

La sécurité humaine et la protection des femmes dans les flux migratoires

La sécurité traditionnelle de l'État, qui identifie les menaces militaires externes comme le plus grand danger pour un État souverain, ne suffit pas à protéger la plupart des groupes politiques et sociaux. Bien que les stratégies de sécurité nationale aient progressé dans l'élargissement de la compréhension de la sécurité, les opérations sont toujours menées par des actions militaristes. Un programme de sécurité humaine comprend un éventail plus large de menaces non militaires, ainsi que d'acteur·e·s pouvant contribuer à la promotion de la paix. Comme la pandémie actuelle nous le rappelle brutalement, l'insécurité peut être favorisée par toute une série de situations, notamment les flux migratoires transfrontaliers, le commerce des armes et des drogues, le terrorisme, le chômage et les catastrophes naturelles.

Le renforcement de la sécurité étatique traditionnelle contribue également à rendre les routes migratoires peu sûres, en particulier pour les réfugié·e·s. L'investissement dans la sécurité des frontières sans optique genrée ne permet pas d'assurer la sécurité de 79,5 millions de personnes déplacées de force dans le monde, à la fin de 2019. Dans ce contexte de migration transfrontalière, la situation des groupes marginalisés est précaire et les femmes, qui représentent 55 % des réfugiés en déplacement, sont fréquemment agressées sexuellement par des policiers, des agents de sécurité et d'autres réfugiés.

Recommandations des participant·e·s

- Organiser l'accès des femmes réfugiées à un personnel médical formé, du même sexe, tant dans le pays d'accueil qu'aux frontières extérieures dans le cas de l'UE. Cette mesure pourrait être mise en œuvre conformément aux lignes directrices cliniques et politiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui prévoient une offre de soins genrée aux victimes d'agressions sexuelles, intégrée aux autres services de santé.¹³¹
- Inclure des groupes de base dans les processus et négociations internationaux, tels que les pourparlers de paix, avec la consultation de ces acteurs locaux et l'implication des expériences et connaissances régionales afin que l'oppression systémique puisse être surmontée.¹³²
- Veiller à ce que l'expertise en matière de genre soit accordée à chaque étape de la voie vers la protection pour répondre à la vulnérabilité particulière des groupes marginalisés. Ce droit doit être accordé dans des accords juridiquement contraignants et les auteurs doivent être tenus responsables.¹³³
- Développer un processus féministe pour les demandeuses et les demandeurs d'asile, qui peut être établi en premier lieu avec l'inclusion de la persécution de genre comme demande d'asile, mais ensuite développé sous différentes formes, telles que la diminution des obstacles au renouvellement du statut réglementaire des personnes qui résident déjà dans le pays.¹³⁴

Plus généralement, pour que la sécurité humaine figure en bonne place dans la PEF, il faut mettre l'accent sur l'intégration des acteur·trice·s locaux dans les solutions à long terme et utiliser leurs expériences et leurs connaissances pour informer les politiques. Comme l'a fait remarquer un·e participant·e, celles-ci ne devraient pas être basées sur un modèle occidental, mais plutôt contribuer au développement de structures et de la communication Sud-Sud.¹³⁵

Sphère économique

Comme l'indique la théorie économique féministe, les politiques économiques à l'ère de la mondialisation et les changements structurels, les changements macroéconomiques et les crises économiques qui en résultent affectent les individus et les différents segments des sociétés de différentes manières : le genre, la classe, l'ethnicité, l'identité sexuelle et la religion (entre autres) se croisent et forment des axes d'inclusion et de marginalisation socio-économiques, respectivement.¹³⁶ L'économie elle-même, tant au niveau national que mondial, et au niveau micro et macro de l'analyse, n'est pas neutre en termes de valeurs comme le suggère la théorie économique orthodoxe ; les préjugés sexistes et les dynamiques d'exploitation et de discrimination qui y sont liées sont omniprésents et se reproduisent dans la sphère économique.¹³⁷

Au cours des dernières décennies, les crises financières et économiques et les implications des réponses habituelles telles que les politiques d'austérité et de restructuration stricte ont déjà mis à nu et exacerbé les inégalités sociales et économiques, y compris les inégalités entre les genres.¹³⁸ Cependant, peut-être comme jamais auparavant, l'actuelle pandémie de COVID-19 et ses répercussions économiques immédiates et à long terme ont montré brutalement, et continueront de montrer combien nos fondations économiques peuvent être fragiles, combien les moyens de subsistance de tant de personnes sont en fait précaires et instables, en particulier pour les femmes 'travailleuses essentielles' qui occupent des emplois de première ligne sous-payés.¹³⁹ Partout dans le monde, la pandémie de COVID-19 révèle les coûts réels des nombreuses politiques sociales, économiques et du marché du travail actuellement en place, qui ne tiennent pas compte des différences entre les sexes. Les progrès partiels réalisés en matière d'égalité entre les sexes au cours des dernières décennies risquent fort d'être renversés. Et si cela est vrai pour les femmes des pays à revenu élevé, c'est encore plus critique pour les femmes des économies émergentes et des pays les moins avancés, dont la majorité travaille dans le secteur informel.¹⁴⁰

Par conséquent, la PEF s'efforce de recalibrer les priorités économiques afin de promouvoir une coopération mondiale inclusive dans le domaine économique et de favoriser un développement durable qui profite à tous·tes.

Fondements d'une activité économique inclusive

Pour que les femmes et les groupes traditionnellement marginalisés bénéficient de l'égalité des revenus et des moyens de subsistance, il est essentiel qu'ils aient un accès égal à l'éducation et aux compétences adaptées au marché ainsi qu'aux ressources et aux biens productifs et un contrôle égal sur ceux-ci, par exemple les services financiers tels que l'épargne, le crédit et les assurances, les titres fonciers légalement garantis, la technologie etc. Par exemple, malgré des réglementations juridiques contraires, les femmes de la moitié des pays du monde n'ont pas accès à des droits fonciers sûrs.¹⁴¹ Des lois sociales discriminatoires et des obstacles dans le processus d'enregistrement, par exemple en raison de la mobilité, de l'analphabétisme et des droits fonciers secondaires, sapent l'autonomisation financière et juridique des agricultrices et l'épanouissement de leurs familles et communautés. Concernant ces fondements socio-économiques vitaux, plusieurs participant·e·s ont élaboré un ensemble de recommandations politiques à suivre par la PEF d'un État.

Recommandations des participant·e·s

- Inscrire la sécurité de l'accès à internet et aux technologies de l'information et de la communication (TIC), leur contrôle et leur utilisation en connaissance de cause comme un droit humain dans l'agenda des normes internationales. Sans cela, les individus et les groupes ne peuvent participer ni à l'économie, ni à la politique locale, ni aux débats et initiatives transnationaux, ni à l'enseignement supérieur. À la lumière de la transformation numérique de l'économie et des tendances connexes telles que l'économie des petits boulots ou gig economy, il est essentiel de réduire l'écart numérique actuel entre les sexes. Par conséquent, la PEF doit se concentrer en particulier sur l'autonomisation numérique des femmes et sur la culture numérique.¹⁴²
- Collecter des données ventilées par genre sur l'accès et la formation numériques pour mettre en œuvre des politiques fondées sur des données probantes.¹⁴³
- Aller au-delà de la parité des sexes dans les taux de scolarisation en se concentrant sur la promotion d'une éducation de base inclusive et adaptée aux filles. Il s'agit notamment de garantir la sécurité physique des filles et de former le personnel enseignant en tenant compte des spécificités de chaque sexe.¹⁴⁴
- Approfondir l'inclusion financière par des réformes politiques et des programmes de développement. Une approche plus large de l'égalité d'accès aux produits et services financiers allant au-delà de la microfinance pour les entrepreneur·e·s devrait être poursuivie afin d'atteindre ceux et celles qui sont les plus laissés pour compte. Un exemple concret serait la promotion d'options bancaires simples utilisant des formes non traditionnelles de garantie pour les petites agricultrices.¹⁴⁵ Cela devrait aller de pair avec une éducation financière.

- Promouvoir des droits fonciers équitables pour les hommes et les femmes et identifier des mesures de mise en œuvre solides pour garantir la sécurité foncière individuelle ou collective,¹⁴⁶ en fonction des coutumes locales, en faisant entendre la voix des agricultrices et en supprimant les obstacles à la protection juridique.

Emploi et travail informel

Dans les pays en développement, un grand nombre de femmes sont entrées dans la vie active et sont maintenant employées de manière disproportionnée dans le secteur informel.¹⁴⁷ Au niveau mondial, les femmes sont concentrées dans les segments les plus vulnérables et les plus « invisibles » du travail informel, par exemple en tant que travailleuses à domicile, salariées ou dans de petites entreprises familiales.¹⁴⁸ L'emploi informel, au-delà de la réglementation de l'État, sans contrats formels et avec peu ou pas d'accès aux dispositions de sécurité de base, est souvent perçu comme la seule alternative par une main-d'œuvre totalement désavantagée sur les lieux de travail formels en raison de son genre, de sa race, de sa classe ou de son statut juridique. Ces travailleuses luttent pour obtenir un pouvoir de négociation collective et, par conséquent, ne parviennent pas à rendre leurs revendications visibles.¹⁴⁹ Aujourd'hui, les organisations internationales (OI) reconnaissent la vulnérabilité de ces travailleuses aux violations des droits humains, au harcèlement sexuel et à la pauvreté (féminisée). La recommandation 204¹⁵⁰ de l'OIT de 2015 et les ODD des Nations Unies¹⁵¹ représentent les premiers jalons de l'engagement en faveur de la formalisation. Si la complexité de la mesure de l'informalité constitue à elle seule un défi pour la formulation des politiques, il reste essentiel d'adopter une optique intersectionnelle.

Recommandations des participant·e·s

- Inclure les organisations de base et de la société civile qui militent dans les discussions des OI concernant la formalisation du travail afin de comprendre les défis sur le terrain et les opportunités politiques à fort impact.¹⁵²
- Améliorer les conditions cadres juridiques des professions informelles. Cela devrait notamment impliquer d'accélérer la dépénalisation des travailleuses et des travailleurs du sexe¹⁵³ et protéger les personnes dans le travail à forte intensité de soins (tant les nationaux·ales que les immigrant·e·s dans les chaînes de soins mondiales).¹⁵⁴
- Identifier et inclure le poids des travailleur·euse·s informel·le·s essentiel·le·s dans les plans d'intervention d'urgence en général et dans le contexte COVID-19 en particulier.¹⁵⁵
- Comblent l'écart entre les hommes et les femmes en matière de couverture de sécurité sociale en promouvant des plachers de sécurité sociale adaptés au pays et comportant des éléments non contributifs¹⁵⁶ afin de mieux inclure les groupes pauvres et vulnérables, y compris les femmes travaillant dans le secteur informel.¹⁵⁷
- Promouvoir des politiques familiales sensibles à la dimension de genre. Bien que le travail informel soit précaire et sous-payé, il permet souvent aux femmes de combiner ces métiers avec des obligations de soins. Les mesures de protection de la maternité, le congé de paternité rémunéré et les modalités de travail (formel) flexibles peuvent contribuer à empêcher les femmes d'occuper des emplois précaires. Ces mesures devraient être encouragées par les OI, des instruments juridiquement contraignants devraient être introduits et les États ainsi que les acteur·trice·s locaux devraient être soutenus dans leur mise en œuvre.¹⁵⁸

Travail de soins non rémunéré

« Le travail non rémunéré étant effectué de manière disproportionnée par les femmes, le fait de ne pas le mesurer introduit un biais genré dans les données économiques. »

– Charlotte Briner et Meral Kaufmann, participantes au Policy Kitchen¹⁵⁹

Au niveau mondial, le travail de soins non rémunéré (UCW) est effectué en très grande majorité par des femmes¹⁶⁰ et représente une cause structurelle essentielle de l'inégalité entre les sexes, ce qui entraîne des écarts de rémunération et de pension entre les sexes et la sous-représentation des femmes aux postes de pouvoir. Bien qu'il soit essentiel pour les sociétés et l'économie, le travail de soins non rémunéré des femmes est sous-estimé et sous-évalué. La mesure statistique est cruciale pour la reconnaissance et, en fin de compte, la

formulation d'une politique efficace de réduction et de redistribution du travail de soins non rémunéré. Cependant, l'UCW ne fait pas partie des calculs du PIB des pays. On estime que si l'on attribuait une valeur monétaire à l'UCW des femmes dans le PIB, il représenterait entre 10 % et 39 % de ce dernier.¹⁶¹ L'absence de mesures de l'UCW introduit un préjugé sexiste dans les données économiques qui, à son tour, constitue la base de décisions politiques erronées. Ce problème est particulièrement aigu dans les pays en développement, où le temps total consacré par les femmes à l'UCW est encore plus élevé en comparaison. Si certains États et certaines OI (par exemple l'OIT) mesurent l'UCW, celui-ci n'est toujours pas reconnu et n'occupe pas une place importante dans la gouvernance mondiale. Pour aborder l'UCW, deux participant·e·s ont élaboré plusieurs recommandations politiques à l'intention des PEF des États au cours de l'atelier.

Recommandations des participant·e·s

- Promouvoir les efforts visant à calculer la valeur de l'UCW par rapport au PIB conventionnel et faire pression pour l'inclusion de l'UCW dans le système des comptes nationaux, cadre de base pour le calcul des PIB. Les bureaux nationaux de statistiques doivent être soutenus dans l'élaboration de jeux de données et de statistiques qui mesurent l'UCW, tels que l'enquête sur l'emploi du temps ventilée par sexe, âge et caractéristiques socio-économiques.¹⁶²
- Promouvoir l'engagement des hommes et des garçons et sensibiliser à la nécessité de redistribuer le travail de soins au niveau international par le biais d'un dialogue politique. Pour y parvenir, la PEF devrait consacrer davantage de fonds aux ONG et aux organisations de base qui s'attaquent à ces questions sur le terrain.¹⁶³
- En montrant l'exemple, les États membres de toute OI et de tout organe de l'ONU devraient prendre des mesures politiques et financer l'infrastructure des sièges et des bureaux régionaux afin de rendre compte des obligations en matière d'UCW de leur personnel, représentant·e·s et délégations (par exemple en réservant des places en garderie, en partageant les frais de garde d'enfants, en payant les congés parentaux).¹⁶⁴

Fiscalité et gestion des finances publiques

Les effets redistributifs et d'allocation des régimes fiscaux, ainsi que les pratiques de gestion des finances publiques et de budgétisation au niveau local, national et international, jouent un rôle crucial lorsqu'il s'agit de créer des conditions favorables et une marge fiscale suffisante pour mettre réellement en œuvre les engagements en matière d'égalité sociale.

Par exemple, les flux financiers illicites (FFI), les pratiques fiscales agressives et l'évasion fiscale des sociétés et des particuliers fortunés érodent la base des recettes intérieures pour les dépenses publiques qui pourraient être affectées à des mesures politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes et à soutenir les femmes et les filles au moyen de services essentiels et d'infrastructures tenant compte du genre.¹⁶⁵ La lutte contre ces pratiques qui épuisent les recettes publiques doit aller de pair avec des efforts visant à accroître la mobilisation des ressources intérieures afin de financer les secteurs publics qui touchent le plus les femmes et dont elles dépendent le plus (par exemple, les services de santé et de soins, l'eau et l'hygiène, les transports etc.).

Recommandations des participant·e·s

- S'engager à lutter contre les paradis fiscaux, l'évasion fiscale et les IFF au niveau mondial, ainsi qu'à concevoir et à mettre en œuvre des politiques intérieures connexes dans d'autres services gouvernementaux concernés, dans ce même sens.¹⁶⁶
- Promouvoir la budgétisation sensible au genre (BSG) participative avec des systèmes de suivi transparents comme norme dans la gestion des finances publiques au niveau local et national. La BSG est un outil budgétaire qui permet de s'assurer que les politiques traitant de l'(in)égalité des sexes sont soutenues par des moyens financiers suffisants, par exemple pour répondre à l'UCW.¹⁶⁷
- L'appel à la mise en place de systèmes complets de BSG à l'étranger doit être lié aux efforts déployés dans le pays : la BSG doit être approuvée par tous les États du monde et non, comme c'est le cas actuellement, être présentée comme une approche à adopter par les seuls pays en développement. Par conséquent, les États et les OI spécialisées devraient partager leurs pratiques sur la meilleure façon de mettre en œuvre une BSG qui soit inclusive et responsable envers les femmes en fonction de chaque contexte.¹⁶⁸
- Éliminer la discrimination des prix fondée sur le sexe, la « taxe rose », le prix supplémentaire payé pour les produits marqués pour les consommatrices mais souvent pratiquement identiques au produit « masculin » correspondant, s'il existe. Par exemple, les produits d'hygiène menstruelle sont taxés comme un produit non essentiel ou « de luxe » dans de nombreux pays du monde, devenant ainsi inabordable pour certaines personnes et entraînant une pauvreté périodique, une stigmatisation accrue et des obstacles potentiels à la participation au travail et à l'éducation.¹⁶⁹

Le secteur privé

Selon l'Agenda 2030 et les ODD, il est clair que le secteur privé joue un rôle essentiel dans la réalisation du développement durable et la transformation vers une économie mondiale plus équitable. Ainsi, la PEF va au-delà de la responsabilité des acteur·rice·s du secteur privé, en particulier des entreprises multinationales, en matière de droits humains et de leurs obligations fiscales transfrontalières. Comme l'ont recommandé plusieurs participant·e·s, la PEF devrait prévoir des mesures pour un engagement accru du secteur privé qui favorise l'égalité des sexes à différents niveaux (contenu, cadre réglementaire et structures institutionnelles).

Recommandations des participant·e·s

- Mettre en œuvre de manière plus stricte la partie II (2011)¹⁷⁰ des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, relative à la responsabilité des entreprises en matière de respect des droits humains, y compris l'égalité des sexes, par exemple en soutenant les efforts en cours pour un nouveau traité contraignant de l'ONU comportant des instruments et des règlements obligatoires de « droit dur » qui permettraient d'uniformiser les règles du jeu et de combler les lacunes réglementaires.¹⁷¹
- Réviser le Pacte mondial de l'ONU, un pacte mondial non contraignant sur les pratiques commerciales responsables dans les domaines des droits humains, de la lutte contre la corruption, du travail et de l'environnement,¹⁷² afin d'établir une norme explicite visant à faire évoluer favorablement les inégalités de genre pour les entreprises membres (par opposition à une simple « inclusion des femmes »).
- Convenir d'une transparence complète en matière d'égalité des sexes et d'exigences de reddition de comptes dans les codes du commerce, les règles d'enregistrement des entreprises et l'adhésion aux bourses.¹⁷³
- Les États devraient soutenir la publication sur une plateforme dédiée des bonnes pratiques par rapport aux mauvaises performances des entreprises vis-à-vis des ODD, en particulier l'ODD 5 sur l'égalité des sexes. Cela pourrait conduire à un système de notation des entreprises les plus transformatrices en matière d'égalité des sexes.¹⁷⁴
- S'engager dans des partenariats de développement public-privé (PPDP) avec des agences de développement pour faire évoluer favorablement les inégalités de genre. Pour garantir l'efficacité et l'impact positif de ces PPDP, il convient d'adopter une nouvelle ligne directrice commune pour les agences de développement, avec des critères et des indicateurs sur la manière de mesurer et de suivre les contributions du secteur privé dans différents domaines. Les meilleures pratiques sur la manière de s'associer efficacement avec le secteur privé pour atteindre l'égalité des sexes pourraient être publiées dans un nouveau rapport annuel.¹⁷⁵

Une deuxième série de recommandations sur l'égalité des sexes et le secteur privé se concentre sur l'identification et le soutien du leadership et de la représentation des femmes dans les débats liés à la politique économique et dans les institutions et entités internationales, ainsi que sur la garantie d'un soutien financier pour promouvoir les entreprises détenues ou dirigées par des femmes sur le terrain.

Recommandations des participant·e·s

- Modifier les statuts des organismes politiques et des OI offrant des sièges aux représentants et délégués du secteur privé (par exemple, ECOSOC, OIT) pour exiger la diversité et l'équilibre entre les sexes, les nominations divergentes entraînant un refus ou, selon l'OI, la perte du droit de vote d'un État membre.¹⁷⁶ L'adoption d'une mesure d'action positive limitée dans le temps pour les nominations de représentants du secteur privé exclusivement féminins jusqu'à ce que la parité entre les sexes soit acceptée dans ces organes doit être envisagée.¹⁷⁷
- Accroître la visibilité et allouer davantage de fonds, y compris l'aide publique au développement dans le cadre des programmes de coopération au développement, aux programmes en faveur de l'entrepreneuriat féminin et aux prix de l'innovation commerciale et sociale qui soutiennent les cheffes d'entreprise et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) gérées par des femmes dans les pays en développement (par exemple le programme EMPRETEC de la CNUCED et le prix annuel).¹⁷⁸
- Contribuer aux initiatives internationales qui promeuvent les initiatives des femmes 'championnes du changement', où diverses femmes leaders économiques servent de modèles pour l'égalité des sexes dans les débats politiques.¹⁸⁰

Commerce, investissement et gouvernance économique mondiale

Les effets multiples des activités de commerce et d'investissement mondialisées sont complexes et ambigus en ce qui concerne leur impact sur l'égalité des sexes en général et l'autonomisation des femmes en particulier. Cette dernière est également due à un manque de données solides, par exemple sur les effets des investissements directs étrangers (IDE) sur l'égalité des sexes. En fonction de chaque contexte spécifique (pays, secteur économique, segment salarial etc.), certaines femmes peuvent avoir obtenu de nouvelles opportunités de revenus, tandis que d'autres peuvent avoir perdu leurs moyens de subsistance en raison de la libéralisation économique.¹⁸¹ En outre, les accords internationaux d'investissement (AII) ne sont pas seulement enclins à favoriser les investisseurs au détriment des États hôtes,

ces derniers étant souvent des pays en développement souffrant de la faiblesse de leurs systèmes réglementaires et juridiques ; à ce jour, les All ignorent souvent aussi complètement la dimension de genre.¹⁸²

« La gouvernance économique mondiale devrait regarder au-delà du G7/G20 et inclure les organisations de femmes et de LGBTQI de l'hémisphère Sud, en reconnaissant que l'impact des politiques économiques et commerciales se fait sentir dans le monde entier. Certaines femmes peuvent gagner et d'autres perdre : les voix de ces dernières doivent être entendues. »

— Sophie von Wartburg, participante au Policy Kitchen et responsable de chapitre¹⁸³

Les participant·e·s ont recommandé des politiques visant à garantir au mieux que le commerce et les IDE favorisent, au lieu de les saboter, les efforts déployés pour atteindre l'égalité des sexes.

Recommandations des participant·e·s

- Promouvoir et mettre en œuvre des normes pour une solide analyse de genre en amont des accords commerciaux et des réformes de la politique commerciale afin d'identifier les bénéficiaires et les groupes touchés. Lorsque des risques et des impacts négatifs sont détectés, l'allocation de fonds de soutien et d'autres mesures politiques visant à atténuer ces impacts genrés doivent être convenues au début de chaque accord ou réforme.
- Inclure des chapitres juridiquement contraignants sur les droits humains, y compris un sous-chapitre sur l'égalité des sexes, dans tous les accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux.¹⁸⁴
- Lutter pour un régime mondial d'All qui fixe des obligations contraignantes pour les investisseurs en matière de respect des droits humains et pour les politiques et engagements internationaux des États hôtes en matière d'égalité des sexes. En outre, les pays d'origine (où les investisseur·euse·s sont domicilié·e·s) devraient accorder à leurs partenaires de traités d'All la possibilité d'engager des poursuites contre les investisseurs relevant de leur juridiction afin de garantir le respect effectif des règles par les investisseurs.¹⁸⁵
- Lier les aides et subventions publiques aux entreprises nationales, dans le contexte de la promotion du commerce et des exportations, aux normes d'égalité entre les sexes.¹⁸⁶ Cela pourrait inclure le compte-rendu des impacts liés à l'égalité entre les sexes à l'étranger et la disponibilité d'une politique d'entreprise efficace sur l'égalité entre les sexes et la diversité.
- Faire entendre la voix des organisations intersectionnelles dans la gouvernance économique mondiale, en particulier celles de l'hémisphère Sud, dans les institutions et les sommets de gouvernance concernés (par exemple le G20) ainsi que dans les cycles de libéralisation des échanges.¹⁸⁷ Cela pourrait, entre autres, impliquer une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour y inclure un conseil consultatif permanent de la société civile¹⁸⁸ et des efforts pour promouvoir la nomination de directrices de l'hémisphère Sud, en particulier des pays les moins développés, dans les conseils et les organes décisionnels de l'OMC et des institutions de Bretton Woods.¹⁸⁹ ●

Dessert : conclusion



Dans ce rapport, nous avons cherché à aborder les domaines thématiques clés que les participant·e·s au projet Policy Kitchen ont perçus comme les plus urgents et les plus pertinents dans l'élaboration de l'avenir d'une politique étrangère féministe.

Une définition claire est le pilier d'un développement cohérent de la PEF. Après avoir examiné les résultats du processus Policy Kitchen, les auteur·rice·s suggèrent de définir la PEF comme suit : chercher à atteindre une égalité générale fondée sur les droits, être fondamentalement pacifiste et promouvoir une approche régénératrice de la nature. Cette définition implique que la PEF est une approche globale de la politique étrangère, qui va au-delà d'une focalisation étroite sur l'égalité entre les sexes et dépasse également les domaines politiques de la paix et de la sécurité ou de la coopération au développement. En ce qui concerne tous les thèmes abordés dans

le rapport, les participant·e·s ont placé l'intersectionnalité et la représentation au cœur de la PEF, et ont chargé la PEF de remettre activement en question les hiérarchies de genre, de sexe et de race autour desquelles s'organisent les sociétés actuelles. Enfin, dans tous les domaines thématiques explorés dans ce rapport, les participant·e·s ont exprimé l'importance de la collecte systématique de données ventilées par genre, sans lesquelles les lacunes ne peuvent être ni identifiées ni comblées.

En ce qui concerne tout d'abord la santé, la sécurité et l'autonomie, nous évoquons l'accès généralisé à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) et l'abolition de la violence fondée sur le genre (VFG) comme un pilier fondamental de la PEF. Un engagement renouvelé en faveur de la réalisation de ces objectifs est d'autant plus important que l'accès des femmes à la SDSR et leur autonomie sur leur propre corps ont été remis en cause ces dernières années. À l'échelle mondiale, le fait que la résolution 2467 du Conseil de sécurité des Nations Unies ne tienne pas compte de l'importance d'offrir aux victimes de la VFG un accès aux soins de santé sexuelle et reproductive en est symptomatique. Au niveau national, les discussions ont tendance à se focaliser sur la situation dans les pays de l'hémisphère Sud, en négligeant le fait que les récents développements indiquent un recul inquiétant de ces questions dans les contextes occidentaux également. Parmi les exemples européens, on peut citer la dernière interdiction quasi-totale de l'avortement par décision de la Cour constitutionnelle en Pologne ou les tentatives des conservateurs slovaques de restreindre considérablement le droit à l'avortement. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la juge Amy Coney Barrett, connue pour sa forte position anti-avortement, est nommée à la Cour suprême des États-Unis, ce qui pourrait ouvrir la voie à des politiques américaines antiféministes pour les années à venir.

Reconnaissant la nécessité d'atténuer ces développements, les participant·e·s ont souligné l'importance d'améliorer la représentation des femmes et des groupes minoritaires dans la prise de décision en matière de soins de santé, de droit à l'avortement et d'accès à la contraception. Cet argument est d'autant plus valable que les femmes constituent la majorité du personnel de santé dans le monde et sont pourtant fondamentalement sous-représentées dans les processus décisionnels nationaux et internationaux. En

conséquence, les questions relatives aux soins de santé des femmes restent insuffisamment traitées et sous-financées. Reconnaisant les droits et l'autonomie des femmes sur leur propre corps, une PEF devrait faire pression en faveur d'un renforcement des droits à l'avortement dans les années 2020. Enfin, les participant·e·s ont suggéré trois façons de traiter la VFG : en augmentant l'accès des femmes à l'éducation afin de promouvoir une plus grande autonomie sociale et économique ; en établissant un système d'accréditation financière féministe afin d'encourager les investissements dans la prévention de la VFG, avec des avantages en termes de réputation pour les investisseur·euse·s ; et par le biais d'une planification urbaine intégrant la dimension de genre visant à réduire le risque de violence et de harcèlement sexuels dans les espaces publics.

Le rapport souligne également que le changement climatique fait partie intégrante de la PEF. Les recommandations en appellent à des efforts accrus pour explorer, et atténuer, les vulnérabilités accrues des femmes et des communautés marginalisées dans le contexte de la crise climatique. Comme le reflète notre définition de la PEF, une vision féministe du monde va de pair avec des politiques environnementales efficaces. Faisant écho aux recommandations d'autres domaines thématiques de ce rapport, les participant·e·s ont estimé que les politiques devraient être remodelées de manière à s'appuyer sur les connaissances autochtones et locales, ainsi qu'à intégrer une optique d'impact sur la justice sociale. Par exemple, les participant·e·s ont dénoncé le fait que les contributions déterminées au niveau national (CDN) n'incluent pas la reconnaissance des questions de justice sociale dans leur formulation, et se concentrent au contraire uniquement sur l'objectif de réduction de 1,5°C. Compte tenu de l'impact plus important du changement climatique sur les femmes que sur les hommes, et de preuves de plus en plus importantes suggérant que les femmes scientifiques sont plus susceptibles de concentrer leurs recherches sur les énergies renouvelables et les aspects sociaux de l'utilisation de l'énergie, les participant·e·s ont recommandé la promotion de la participation des femmes dans les sciences environnementales comme moyen de coupler le changement climatique à l'égalité des sexes. Un moyen d'y parvenir pourrait être de mettre en place des programmes universitaires en sciences de l'environnement adaptés aux besoins des femmes. En outre,

les participant·e·s ont estimé que l'économie verte était un moyen prometteur de susciter des actions contre le changement climatique. Par exemple, ils et elles ont suggéré d'imposer des taxes plus élevées sur les produits non durables et de réorienter les recettes fiscales vers le soutien d'infrastructures durables. Enfin, l'idée d'un passeport climatique pour les personnes fuyant leurs pays d'origine en raison de la crise climatique a été évoquée.

Dans le chapitre sur la paix et la sécurité, nous soutenons que la PEF doit déplacer l'accent de la sécurité de l'intégrité physique d'une nation et de ses frontières vers la sécurité et le bien-être de ses habitants, en cherchant à les protéger contre un large éventail de menaces, notamment le changement climatique, le terrorisme, les migrations mondiales, la pauvreté et, comme nous le vivons actuellement, les crises sanitaires. L'incompatibilité fondamentale de la PEF avec le commerce des armes a été maintes fois évoquée dans les discussions et, tout en reconnaissant la complexité d'une telle entreprise, un grand nombre de participant·e·s ont fait valoir que les réglementations et institutions internationales devraient pousser à son démantèlement progressif. En outre, comme dans tous les domaines de la vie sociopolitique, les femmes et les groupes marginalisés devraient systématiquement être inclus·e·s dans le développement des politiques et initiatives de paix et de sécurité. Les plans d'action nationaux (PAN) devraient utiliser un langage inclusif et non binaire, et devraient être révisés pour tenir compte des besoins, des vulnérabilités et des intérêts spécifiques des femmes et des autres groupes marginalisés. Des quotas et des indicateurs mesurables devraient être utilisés pour renforcer l'engagement en faveur d'une participation égale des femmes et des communautés locales aux missions de gestion civile et militaire, et notamment aux initiatives de consolidation de la paix. En outre, des réseaux inclusifs d'acteur·rice·s locaux·ales devraient être mis en place pour informer les initiatives de maintien de la paix grâce aux connaissances et à l'expertise locales. Enfin, la PEF doit corriger les politiques et les discours sur la migration mondiale afin de tenir compte de la situation précaire des femmes et des autres groupes marginalisés qui courent un risque important d'agression sexuelle et d'autres insécurités. Le processus pour les demandeuses et les demandeurs d'asile devrait être reconsidéré en profondeur à travers une perspective de genre,

et une expertise de genre devrait être accordée à chaque étape du processus de migration afin d'aborder les vulnérabilités particulières des femmes et des groupes LGBTQI+.

Dans le dernier chapitre sur l'égalité des sexes et la sphère économique, nous affirmons que l'économie n'est pas neutre en termes de genre, mais qu'elle est en fait profondément imprégnée de stéréotypes sexistes, d'inégalités patriarcales et d'autres normes sociales discriminatoires. Si les mesures de relance ne tiennent pas compte des réalités intersectionnelles et genrées des personnes les plus durement touchées, elles risquent d'exacerber les inégalités existantes. La PEF s'efforce de recalibrer les priorités économiques afin de promouvoir une coopération mondiale et un développement durable qui profite à tous·tes. À cette fin, les participant·e·s ont fait valoir que les femmes et les communautés traditionnellement marginalisées doivent bénéficier d'un accès égal à l'éducation et à des compétences adaptées au marché (notamment en matière de TIC, de culture numérique et de connaissances financières), ainsi que d'un accès aux ressources et aux biens productifs et d'un contrôle sur ceux-ci. L'une de ces ressources est l'accès à la propriété foncière, qui est refusé aux femmes dans la moitié des pays du monde.

Un autre domaine clé pour la protection des femmes et des travailleurs précaires est l'économie informelle, avec son risque accru de violations des droits humains, de harcèlement sexuel et de pauvreté. La formalisation de cette économie doit viser à améliorer les conditions cadres juridiques des professions informelles, et les discussions autour de ce processus doivent impliquer les travailleuses et les travailleurs informels eux-mêmes. Tout aussi importants sont les efforts visant à réduire l'écart entre les sexes dans le domaine des soins non rémunérés, qui empêche les femmes d'avoir un accès égal aux salaires, aux pensions et à la représentation dans les postes de pouvoir. Les pays doivent commencer à calculer la valeur du travail de soins non rémunéré et l'intégrer dans leur PIB. Ils devraient également promouvoir la répartition équitable du travail de soins par le biais d'un congé de paternité payé, de mesures de protection de la maternité et de modalités de travail flexibles. Enfin, les accords commerciaux et les réformes de la politique commerciale devraient inclure des analyses de genre et devraient convenir de réglementations obligatoires en matière de droits humains dans les accords internationaux

d'investissement et les faire respecter.

Ces recommandations interviennent à un moment où des tendances divergentes placent l'avenir de la PEF à la croisée des chemins. Avec l'adoption de la PEF par plusieurs pays et le pas pris récemment par le Parlement européen vers l'adoption des principes de la PEF en appelant à l'égalité des sexes dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE, ces dernières années ont vu un élan sans précédent pour la PEF. Dans le même temps, nous assistons à une réaction mondiale contre les principes de la PEF, qui n'est qu'exacerbée par les défis mondiaux tels que la crise sanitaire actuelle, les déplacements massifs et la montée du populisme, qui exigent tous un réexamen fondamental des programmes de politique étrangère.

En rassemblant les idées de personnes du monde entier de manière participative, Policy Kitchen vise à inspirer les décideuses et les décideurs politiques pour qu'elles et ils transforment leur politique étrangère de manière à ce qu'elle ait un impact positif pour tous·tes. ●

Chef·fe·s



Conseil consultatif

Joy Asongazoh Alemazung (UN Women Germany #HeforShe-
Am bassadrice et Analyste Senior, Global Governance Institute
Bruxelles)

Nina Bernarding (Directrice, Centre for Feminist Foreign Policy)

Mathilde Ciulla (Coordinatrice de programme, Bureau parisien du
European Council on Foreign Relations)

Ben Donaldson (Chef de campagnes, United Nations Association-UK)

Jamie Hagen (Professeur-assistant de relations internationales,
Queen's University Belfast ; Codirecteur du Centre for Gender in
Politics ; Chercheur invité à la London School of Economics)

Preet Kaur Gill MP (UK Shadow Secretary of State for International
Development)

Patricia Schulz (ancienne membre du conseil et actuellement

associée de recherche senior UNRISD ; ancienne Directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes au Département fédéral suisse de l'intérieur ; ancienne membre du Committee on the Elimination of Discrimination against Women)

Saskia Stachowitsch (Directrice scientifique, Institut autrichien d'affaires internationales et professeure de politique internationale à l'Université de Vienne)

Expert·e·s de l'atelier

Joy Asongazoh Alemazung (UN Women #HeforShe- Ambassadrice et Analyste Senior Global Governance Institute Bruxelles)

Marissa Cornway (Cofondatrice et directrice UK, Centre for Feminist Foreign Policy)

Anoush der Boghossian (Point focal pour l'égalité des sexes, Organisation mondiale du commerce)

Guillaume Gouffier Cha (Membre du Parlement français)

Gabriella Irsten (Responsable politique et plaidoyer, Women's International League for Peace and Freedom)

Daliborka Janković (Spécialiste des droits de l'homme, Département fédéral suisse des affaires étrangères)

Ines Kappert (Cheffe, Gunda Werner Institute)

Caitlin Kraft-Buchman (PDG, women @ the table)

Gea Meijers (WIDE+ Network for Feminists Transforming Economic Development, Working Group Gender and Trade)

Sarah Louis Montgomery (gender cc – women for climate justice)

Delphine O (Ambassadrice française et Secrétaire générale de la Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU)

Cecilia Pellosniemi (Women, Peace and Security Specialist, ONU Femmes)

Christina Stummer (Experte du genre, Agence autrichienne de développement)

Tara Varma (Cheffe, European Council on Foreign Relations Paris)

Partenaires de l'atelier

International Institute for Peace Vienna (atelier d'idéation en ligne, 21 avril 2020 avec Ponto)

Équipe de projet**Agora (UK)**

Maëlys Bablon
Sian Chatha
Holly Harwood
Vinya Mehta
Anna-Lina Müller
Eva Rana
Yvonne Reinhardt
Pascal Roelcke
Clarice Schreiner
Noah Sutter
Kristin Thue
Barbara Wachter
Rebecca Wilson

Argo (FR)

Paymon Azmoudeh
Katie Humphries
Pierre Ollier

foraus (CH)

Eduardo Belinchon
Yannic Bucher
Julia Gubler
Meral Kaumann
Timon Lüthi
Jana Muthurasa
Jonas Nakonz
Niniane Paeffgen
Anja Portmann
Hannah Reinl
Cécile Schluep
Pauline Seppey
Lara Twerenbold
Sophie von Wartburg
Amber Zenklusen
Wailea Zülch

Polis180 (DE)

Sophie Domres
Robert Fischer
Sophie Knabner
Maximiliane Linde
Esther Luigi
Helena Lürer
Kathrin Meyer
Katharina Müller
Lisa Müller-Dormann
Emilie Rosier
Sonja Schiffers
Alina Zurmühlen

Ponto (AT)

Ronya Alev
Ninja Bumann
Mechthild Geyer
Hanna Grininger
Marylia Hushcha
Mariam Lalaian

Comité d'examen interne

Nathalie Brügger (Ponto)
Johannes Feige (Argo)
Vinya Mehta (Agora)
Tobias Naef (foraus)
Sonja Schiffers (Polis180)

Participant·e·s au Policy Kitchen

Jane Aeberhard-Hodges	Roman Friedrich
Ipsa Agnani	Medea Fux
Bob Agrawal	Gabrielle Galdino-Glaeser
Kaan Aksu	Noelia Garcia Nebra
Solli Al	Maria Gargano
Patrizia Albrecht	Marita Gasteiger
Elena Antoni	Eilika Gauhl
Alejandra Arburola Cabrera	Laura Gerards Iglesias
Megan Armstrong	Elisabeth Gisler
Dima Arqan	Luise Gloeckner
Azela Arumpac-Marté	Andrea Grossenbacher
Katharina Bach	Jessica Grün
Cemre Balaban	Claire Guiraud
Jessica Besch	Kristin Henderson
Leandra Bias	Irina Herb
Cindy Bischofberger	Martina Hilmer
Anne Blickhan	Sandra Hochstätter
Adriana Bou Diwan	Leonie Hopgood
Charlotte Briner	Tom Hunter
Elif Cavuslu	Lukas Hupfer
Ananya Chakraborty	Chiara Huwiler
Anna Chirniciuc	Theologia Iliadou
Amanda Clark	Qamar Jafri
Gioia da Silva	Eva Japp
Paula Daum	Hanna Jarowinsky
Daniela Dicks	Marie Juillard
Corinne Duriaux	Aude Juillerat
Sofie Eifertinger	Mereilim Kalen
Karma Ekmekji	Jannis Kappelmann
Bynta Ernest	Samira Keller
Isabella Esquivel	Capucine Kerboas
Karoline Faerber	Maximilian Kiefer
Nafisa Fariba	Johanna Kieroth
Ahmed Farrage	Aminata Buganzi Kinana
Moritz Fegert	Anneke Kirsch
Corinna Fischer	Nikolina Klatt

Isabel Knobel
 Franziska Koch
 Franziska Krüger
 Larissa Kunze
 Aline Lahaye
 Elmira Lamé
 Blerta Lazebeu
 Laura Leschinski
 Stas Linchevsky
 Astrid Lindmar
 Bingxing Liu
 Franziska Loibl
 Melanie Lourenco
 Giulia Maci
 Fabiola Mallach
 Fara Maruf
 Pearl P. Mashabane
 Ani Mghebrishvili
 Njomza Miftari
 Jessica Momorie
 Julissa Monterrey
 Aditi Mukherji
 Katharina Müller
 Ismaela Murgia
 Adam Nabie
 Shirley Nakhumicha
 Iasmini Nardi
 Ole Nekarda
 Hannah Newbery
 Gabriel P.
 Nimita Pandey
 Preeti Pasricha
 Kaya Pawlowska
 Lebohang Liepollo Pheko
 Astrid Pregel
 Tamara Puerto
 Leila Rais
 Maximilian Rau

Fernanda Reyes
 Mona Richter
 Marjolaine Rion
 Cécile Rivière
 Andrea Ernestina Robles Larios
 Constantina Rokos
 Sabrina Ropp
 Valeria S.
 Paula Sanmiguel
 Clara Schaeper
 Diana Schenkel
 Lukas G. Schlapp
 Elora Schrauth
 Chatrina Schumacher
 Pratyush Sharma
 Lea Spörcke
 Martha Stolze
 Vivien Stringer
 Magda Stumvoll
 Selina Stüssi
 Solene Subrin
 Kamila Suchomel
 Leo Tan
 Lyric Thompson
 Annamaria Toth
 Karolin Tuncel
 Stefania Vittori
 Nina Vladovic
 Shona Warren
 Maria Isabelle Wieser
 Lina Woelk
 Mara Zarka
 Michel Zimmermann
 Max Zuber

Veuillez noter que cette liste
 n'est pas exhaustive.

L'Open Think Tank Network

L'Open Think Tank Network (OpenTTN) vise la création, le développement et la coopération de think tanks open-source dans le monde entier. Nous utilisons des méthodes de crowdsourcing et des structures participatives pour offrir des possibilités de participation aux débats politiques en dehors des forums traditionnels. Nous cherchons ainsi à démocratiser le développement de la politique internationale.

Toutes les organisations membres de l'OpenTTN partagent l'objectif commun de développer des solutions politiques constructives, cohérentes et orientées vers l'avenir dans le but de favoriser une culture de débat et de discussions ouvertes autour de questions très pertinentes dans les affaires internationales.

Ce rapport est le résultat de la coopération des cinq membres de l'OpenTTN :

Agora

Agora se décrit comme le forum ouvert du Royaume-Uni en matière de politique étrangère. Il offre une plateforme aux personnes compétentes et passionnées par les affaires internationales. Son objectif est de créer et de développer une communauté qui combine la rigueur intellectuelle du monde universitaire et les normes professionnelles d'un think tank. Agora soutient ses membres dans le développement d'idées et leur permet d'influencer la politique étrangère en dehors des canaux conventionnels. Il s'efforce de produire des propositions de politique étrangère informées, créatives et pragmatiques. Grâce à ses blogs, ses briefings, ses rapports et ses événements, Agora permet à un large éventail de voix de participer aux principaux débats sur l'avenir des relations internationales. Agora a été lancé à Londres en novembre 2017. <https://agorathinktank.org/>

Argo

Argo a été fondé en France en 2017, année de la super-élection européenne. Argo a été officiellement lancé le 23 mars 2017 à Paris et se décrit comme une organisation inclusive, factuelle, mondiale et optimiste. Offrant une forme d'expression politique alternative pour le 21e siècle, Argo met en commun les idées et l'expertise politiques par le biais d'une plateforme participative, suivant le modèle foraus. En rendant les défis politiques accessibles et engageants, Argo vise à être une plateforme d'idées générées par des voix de toute la société et à combler le fossé entre les personnes et la politique. <https://argothinktank.org/>

foraus

Le think tank suisse sur la politique étrangère produit des recommandations indépendantes et de haute qualité à l'intention des décideuses et des décideurs suisses en matière de politique étrangère et du public, comblant ainsi le fossé entre le monde universitaire et la politique.

foraus est une organisation de base fondée en 2009. Son approche non partisane vise à promouvoir un dialogue ouvert et une prise de décision éclairée sur tous les aspects de la politique étrangère suisse. <https://www.foraus.ch/>

Polis180

Polis180 est un think tank de base, ouvert et dirigé par des bénévoles, pour les affaires étrangères et européennes. Résolument tourné vers l'avenir, il vise à faire entendre la voix des jeunes dans les débats de politique étrangère et à remettre en question les modes de pensée établis. Au cœur de la mission de Polis180 se trouvent le développement d'idées novatrices en matière de politique étrangère et la promotion du dialogue. Pour y parvenir, Polis180 a été créé sous une forme indépendante et non partisane, et s'efforce de travailler avec des personnes d'opinions différentes et d'origines personnelles et professionnelles diverses. Depuis sa création en 2015, Polis a aujourd'hui 500 membres et compte des organisations sœurs dans toute l'Europe (Royaume-Uni, France, Suisse, Autriche). <https://polis180.org/>

Ponto

Basé à Vienne, Ponto a apporté une approche plus participative au paysage des think tanks autrichiens. En tant que creuset de cultures et point de rencontre entre l'« Ouest » et l'« Est » de l'Europe, Vienne est une plaque tournante de la politique mondiale. Ces faits et les nouveaux développements dans la sphère politique nationale autrichienne exigent une nouvelle voix démocratique. L'objectif de Ponto est de fournir une plate-forme pour les jeunes, où les questions pertinentes de politique étrangère peuvent être discutées au-delà des lignes partisanes établies. Le think tank a été officiellement lancé le 24 mai 2018 à Vienne. <https://www.pontothinktank.org/>

Notes finales

- 1 Le 23 octobre, 2020, « Promouvoir l'égalité des sexes dans la politique étrangère et de sécurité | Actualité | Parlement européen ». 2020. Europarl. <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201016IPR89563/promouvoir-l-egalite-des-sexes-dans-la-politique-etrange-re-et-de-securite>
- 2 Le défi de la politique étrangère féministe - article de fond sur Policy Kitchen fournit un aperçu approfondi de l'histoire, des objectifs et des concepts importants de la PEF. Aller sur: <http://www.policykitchen.com/ffp-reader> pour en apprendre davantage.
- 3 Sandra Hochstätter, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/need-conceptualize>.
- 4 Patrizia Albrecht, Mereilim Karen, Laura Leschinski, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/working-group-feminist-foreign-policy>
- 5 Elena Antoni, Lukas Hupfer, Lara Twerenbold, Lina Woelk, Policy Kitchen, le 29 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/lack-comprehension-foreign-policy>
- 6 Noelia Garcia Nebra, Maximilian Kiefer, Franziska Koch, Larissa Kunze, Lukas G. Schlapp, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-mainstreaming>
- 7 Isabella Esquivel, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/structural-change-feminist-foreign-policy>
- 8 Columba, Achilles-Sarll (2018). Reconceptualising foreign policy as gendered, sexualised and racialised: Towards a postcolonial feminist foreign policy (analysis), in : Journal of International Women's Studies 19:4, p. 42.
- 9 FAQ, consulté le 12 novembre 2020, <https://www.intersectionaljustice.org/faq/>.
- 10 Ibid., Columba, Achilles-Sarll (2018). p. 45.
- 11 Amanda Clark, Policy Kitchen, le 14 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/can-feminist-policies-coexist-patriarchal-institutions>
- 12 Katharina Bach, Sian Chatha, Holly Harwood, Helena Lüer, Katharina Müller, Pascal Roelcke, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/avoiding-reproduction-stereotypes>
- 13 Fabio Di Nardo, Policy Kitchen, le 14 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-equality-all-sexual-orientation-and-gender-identity-development-cooperation>
- 14 Katharina Bach, Sian Chatha, Holly Harwood, Helena Lüer, Katharina Müller, Pascal Roelcke, Policy Kichen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/avoiding-reproduction-stereotypes>
- 15 Kamila Suchomel, Policy Kitchen, le 14 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/monitoring-and-reporting-socially-inclusive-process-design-public-sphere>
- 16 Daniela Dicks, Policy Kitchen, le 22 avril 2020 <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/insufficient-cooperation-between-local-and-international-actors-advancement-ffp>
- 17 Preventing conflict, transforming justice, securing the peace. A global study on the implementation of United Nations Security Council Resolution 1325. UN Women, 2015. Chapter 3. <https://wps.unwomen.org/pdf/en/CH03.pdf>
- 18 Daniela Dicks, Johannes Feige, Policy Kitchen, le 29 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/leveraging-local-knowledge-networks>
- 19 Azela Arumpac-Marté, Blerta Lazebeu, Nimita Pandey, Policy Kitchen, le 29 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/representation-women-policy-making-developing-countries>
- 20 Amanda Clark, Chiara Huwiler Astrid Lindmar, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/more-gender-expertise-organisations>
- 21 Ninja Bumann, Anna-Lina Müller, Magda Stumvoll, Policy Kitchen, le 21 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/empower-marginalized-groups-different-cultural-contexts>
- 22 Ninja Bumann, Mechthild Geyer et Mariam Lalaian, Policy Kitchen, le 5 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-parity-decision-making-bodies-until-2025>
- 23 Ibid., Daniela Dicks, Johannes Feige.
- 24 Eilika Gauhl, Roman Friedrich, Franziska Krüger, Mara Zarka, Policy Kitchen, le 24 avril

- 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/institutionalize-gender-mainstreaming-programmatic-activities-increase>
- 25 Adam Nabie, Sabrina Ropp, Policy Kitchen, le 21 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-neutral-narrative-shift>
- 26 Amanda Clark, Policy Kitchen, le 14 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/preparing-backlash-against-use-feminist-language>
- 27 Isabella Esquivel, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/structural-change-feminist-foreign-policy>
- 28 Ibid., Amanda Clark.
- 29 Noeia Garcia Nebra, Policy Kitchen, le 18 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-mainstreaming-0>
- 30 Monika Pronczuk, « Poland Court Ruling Effectively Bans Legal Abortions, » New York Times, le 22 octobre 2020, <https://www.nytimes.com/2020/10/22/world/europe/poland-tribunal-abortion.html>.
- 31 « Slovakia: Draconian restrictions on abortion would endanger the lives of women and girls, » Amnesty International, le 16 septembre 2020, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/slovakia-draconian-restrictions-on-abortion-would-endanger-the-lives-of-women-and-girls/>
- 32 « Trump expands global gag rule that blocks US aid for abortion groups, » The Guardian, le 26 mars 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/mar/26/trump-global-gag-rule-us-aid-abortion>
- 33 Résolution 2467 (2019) sur la violence sexuelle liée aux conflits, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 23 avril 2019. <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/resolution/resolution-2467-2019/>
- 34 Ibid. Amanda Clark, cf. note 29
- 35 Amanda Clark et Claire Guiraud, Policy Kitchen, le 21 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/sexual-and-reproductive-health-and-rights>
- 36 Ibid. Amanda Clark et Claire Guiraud.
- 37 Des services dispensés par des femmes dans un secteur dirigé par des hommes : Une analyse consacrée à la problématique du genre et de l'équité chez les personnels du secteur sanitaire et social à l'échelle mondiale. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2019 (Human Resources for Health Observer Series No. 24). Licence : https://www.who.int/hrh/resources/fr_exec-summ_delivered-by-women-led-by-men.pdf?ua=1
- 38 Amanda Clark, Policy Kitchen, le 14 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/using-feminist-foreign-policy-prevent-rollback-gender-and-reproductive-rights-times>
- 39 Aditi Mukherji et Jasmini Nardi, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/availability-reproductive-commodities>
- 40 Claire Guiraud et Kaya Pawlowska, Policy Kitchen, le 15 mai 2020 <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/defence-abortion-right-should-become-purple-line-any-feminist-diplomacy>
- 41 Chatrina Schumacher, Jane Aeberhard-Hodges et Bynta Ernest, Policy Kitchen, le 22 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/fighting-backlash-within-education-different-levels>
- 42 « Gender-Based Violence (Violence Against Women and Girls), » Banque mondiale, le 15 septembre 2019, <https://www.worldbank.org/en/topic/socialdevelopment/brief/violence-against-women-and-girls>.
- 43 « 30 % des femmes qui ont eu des relations de couple signalent avoir subi une forme quelconque de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire intime au cours de leur vie. Au niveau mondial, pas moins de 38 % des meurtres de femmes sont le fait de leur partenaire intime masculin », cf. : « La violence à l'encontre des femmes », Organisation mondiale de la santé, le 29 novembre 2017, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women>
- 44 Le COVID-19 et les violences contre les femmes et les filles : lutter contre la pandémie de l'ombre. (2020). [Issue Brief]. ONU femmes. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-covid-19-and-violence-against-women-and-girls-fr.pdf?la=fr&vs=2405>
- 45 « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique », le 11 mai 2011, <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>
- 46 Selina Stüssi et Stas Linchevsky, Policy Kitchen, le 29 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/access-education>

- 47 Un livre blanc de 2017 sur la mise en œuvre de la stratégie canadienne « Grands Défis » sur l'égalité des sexes reconnaît que 'les résultats en matière d'égalité des sexes ne peut pas toujours être réalisés en un seul cycle de subvention ou de prêt'
- 48 Yadav, Puna. « 1325 – is that a taxi number? Implementation of the National Action Plan on 1325 and 1820 in Nepal, » LSE Women, Peace and Security Blog du 5 mai 2017, <https://blogs.lse.ac.uk/wps/2017/05/03/1325-is-that-a-taxi-number-implementation-of-the-national-action-plan-on-1325-and-1820-in-nepal-punam-yadav-42017/>
- 49 Sharma Rani, Rikha (2019, 12 septembre). « Protecting Women Will Make You Money – Foreign Policy, » Foreign Policy, le 12 septembre 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/09/12/protecting-women-will-make-you-money/>
- 50 Biegel, Suzanna., Hunt, Sandra M., & Kuhlman, Sherryl (2019). Project Sage 2.0: Tracking Venture Capital With a Gender Lens. WSII.: Rikha Sharma Rani, « Protecting Women Will Make You Money, » Foreign Policy, le 12 septembre 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/09/12/protecting-women-will-make-you-money/>.
- 51 Katie Humphries, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/anti-gbv-accreditation-foreign-investment>
- 52 Gender-Based Violence (Violence Against Women and Girls). (2019, le 25 septembre). Banque mondiale <https://www.worldbank.org/en/topic/socialdevelopment/brief/violence-against-women-and-girls>
- 53 Selon les Nations Unies, 68 % de la population mondiale devrait vivre dans des zones urbaines d'ici 2050, selon le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, le 16 mai 2018 <https://www.un.org/development/desa/en/news/population/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html>
- 54 L'enquête a été menée par 400 experts dans 22 villes sur six continents. Cf. Plan International. (2018). Girls' Safety in Cities Across the World. Expert Survey. Summary, Octobre 2018, 3-4. <https://plan-international.org/publications/expert-survey-girls-safety-cities#download-options>
- 55 Ninja Bumann, Marylia Hushcha, Elmira Lamé, et Elora Schrauth, Policy Kitchen, le 19 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/change-mobility-infrastructure-cities>
- 56 Eva Japp, Luise Gloeckner, et Elora Schrauth, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/feminist-economic-approach-climate-policy>
- 57 Maria Isabelle Wieser et Giulia Maci, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/reinforce-cities-leadership-and-urban-design-safer-public-spaces>
- 58 Ibid. Maria Isabelle Wieser et Giulia Maci
- 59 Claire Guiraud et Kaya Pawlowska, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/defence-abortion-right-should-become-purple-line-any-feminist-diplomacy>
- 60 Ibid. Claire Guiraud et Kaya Pawlowska.
- 61 Programme des Nations Unies pour l'environnement, ONU Femmes, PNUD et UNDP/PA (PBSD) (2020) : Gender, Climate and Security: Sustaining inclusive peace on the front-lines of climate change. (2020, 11 juin). <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/32638/GCS.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- 62 Women's Environment and Development Organization (2010): Gender and Climate Change at Copenhagen COP-15: WEDO's Perspective on a History-making Year. (2010, février). https://www.wedo.org/wp-content/uploads/COP15-Gender-Perspective_WEDO_Feb2010.pdf
- 63 Citons par exemple le plan d'action 2017 des parties à la CCNUCC dans le cadre du programme de travail de Lima sur le genre, le plan d'action quinquennal de la COP25 sur le genre ou le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).
- 64 Pauline Seppey, Megan Armstrong et Irina Herb, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/fff-approach-global-climate-action>
- 65 Islam, Nazrul; Winkel, John (2017): Climate Change and Social Inequality. UN Department of Economic & Social Affairs Working Paper No.152. ST/ESA/2017/DWP/152. Octobre 2017.
- 66 IUCN (2015). Gender and Climate Change. Issues Brief. Disponible sur <https://www.iucn.org/resources/issues-briefs/gender-and-climate-change> [consulté le 2 octobre 2020]
- 67 Bina Agarwal (2000): Conceptualising environmental collective action: why gender matters, in: Cambridge Journal of Economics, 2000, 24: pp. 283-310.

- 68 Ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong et Irina Herb.
- 69 Ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong et Irina Herb.
- 70 Holly Harwood et Shona Warren, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/harnessing-community-approaches-mitigating-climate-change-impact>
- 71 L'idée a été suggérée par la vice-présidente du Bundestag allemand Claudia Roth, a fait surface lors de la COP 24 à Katowice et a été évoquée par une participante au Policy Kitchen : Sofie Eifertinger, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/consideration-gendered-injustice-conceptualization-climate-pass>. C'est également mentionné dans le rapport suivant : « Just & In-Time Climate Policy, Four Initiatives for a Fair Transformation, » août 2018. German Advisory Council on Global Change, Policy Paper no.9. <https://www.wbgu.de/en/publications/publication/just-in-time-climate-policy-four-initiatives-for-a-fair-transformation>
- 72 Pour des études de cas sur les communautés autochtones et le changement climatique, voir par exemple : L'Organisation internationale du travail. (2019) Indigenous Peoples and Climate Change: Emerging Research on Traditional Knowledge and Livelihoods.
- 73 Cf., par exemple, une étude de cas sur les éleveurs Turkana au Kenya : Simplici, Greta. (2019). Seeing Like the Herder: Climate Change and Pastoralists' Knowledge – Insights from Turkana Herders in Northern Kenya. In : L'Organisation internationale du travail. (2019). Indigenous Peoples and Climate Change: Emerging Research on Traditional Knowledge and Livelihoods, pp. 65-82.
- 74 Par exemple, la loi indienne sur la reforestation de 2016. Cf. Chandran, Rima. « India's New Reforestation Law Ignores Indigenous People, Analysts Say », Reuters, le 29 juillet 2016. Disponible sur from: <https://www.reuters.com/article/us-india-law-forest-idUSKCN10919X> [consulté le 9 août 2020].
- 75 Ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong, et Irina Herb.
- 76 Ibid., Holly Harwood et Shona Warren.t ; ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong, et Irina Herb.
- 77 Ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong, et Irina Herb.
- 78 Anfinen, Martina, Heidenreich, Sara. (2017). Energy & Gender: A Social Sciences and Humanities Cross-Cutting Theme Report. Cambridge: Shape Energy, p. 6.
- 79 Ibid., Anfinen, Martina, Heidenreich, Sara.
- 80 Les idées ont été discutées par Ninja Bumann et Marylia Hushcha lors d'un atelier en ligne, ainsi que sur Policy Kitchen par Anneke Kirsch et Johanna Kieroth. <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/filling-data-gap-gender-and-energy>
- 81 Ibid.
- 82 Ibid.
- 83 Anfinen, Martina, Heidenreich, Sara. (2017). Energy & gender – a social sciences and humanities cross-cutting theme report. Cambridge: SHAPE ENERGY.
- 84 Ninja Bumann, Elmira Lamé, Elora Schrauth, Marylia Hushcha, Policy Kitchen, le 18 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/climate-education>
- 85 Ibid., Ninja Bumann, Elmira Lamé, Elora Schrauth, Marylia Hushcha ; ibid., Holly Harwood, Shona Warren.
- 86 Mereilim Kalen, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/working-group-feminist-climate-policy>
- 87 Pour les instruments permettant de mesurer l'impact d'une politique sur les femmes, voir Verloo, Mieke & Roggeband, Connie. (1996). Gender Impact Assessment: The Development of a New Instrument in the Netherlands. Impact Assessment. 14 (1), 3-20. doi:10.1080/07349165.1996.9725883.
- 88 United Nations Climate Change. (n.d.) The Gender Action Plan. Disponible sur : <https://unfccc.int/topics/gender/workstreams/the-gender-action-plan> [consulté le 9 août 2020].
- 89 Women and Gender Constituency (WGC). (2019) Advances for Gender Equality at COP25. Disponible sur : <http://womengenderclimate.org/advances-for-gender-equality-at-cop25/>
- 90 Ibid., Pauline Seppey, Megan Armstrong, et Irina Herb.
- 91 Ibid., Mereilim Kalen.
- 92 Oscar A. Gomez et Des Gasper. « Human Security:A Thematic Guidance Note for Regional and National Human Development Report Teams, » UN Development Programme, « http://hdr.undp.org/sites/default/files/human_security_guidance_note_r-nhdrs.pdf
- 93 « U.N. Says Peacekeepers And Civilian Workers Are Accused Of Abuse (publié en 2017) ». Le 4 novembre 2017, The New York

- Times, . <https://www.nytimes.com/2017/11/04/world/americas/united-nations-sexual-abuse.html>
- 94 ONU femmes. (2020). Facts And Figures: Peace And Security. [En ligne], https://www.unwomen.org/en/what-we-do/peace-and-security/facts-and-figures#_Notes.
- 95 Cross Riddle, Karie (2017). Structural Violence, Intersectionality, and Justpeace: Evaluating Women's Peacebuilding Agency in Manipur, India. *Hypatia* 32 (3):574-592.
- 96 Scheyer, Victoria, Kumskova, Marina. (2019). Feminist Foreign Policy; A fine line between "adding women" and pursuing a feminist agenda. *Journal of International Affairs*, 72(2), 63.
- 97 Elif Cavuslu, Jessica Besch, Jessica Grün, Franziska Krüger et Amanda Clark, Policy Kitchen, le 21 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/inclusion-women-and-marginalised-groups-peace-processes>
- 98 Ibid.
- 99 UNDP. (2020). Restoration Of Governance And Reconciliation In Crisis-Affected Communities Of Ukraine / EU-Funded. [En ligne]. <https://www.ua.undp.org/content/ukraine/en/home/projects/restoration-and-reconciliation-eu.html>.
- 100 Amanda Clark, Policy Kitchen, le 19 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/weapons-sales-and-feminist-foreign-policy>
- 101 Dvorak, G., 2018, 'Masculinity and Militarism', *The International Encyclopedia of Anthropology*, John Wiley & Sons, Ltd.
- 102 Arms Trade Treaty. 2013. [En ligne] 3013 UNTC, ouvert à la signature le 3 juin 2013, entré en vigueur le 24 décembre 2016. Disponible sur : https://treaties.un.org/doc/Treaties/2013/04/20130410%2012-01%20PM/Ch_XXVI_08.pdf [consulté le 15 février 2021].
- 103 Control Arms Secretariat, 2019. ATT Monitor 2019. New York. Le 26 août 2019. Disponible sur : <https://attmonitor.org/wp-content/>
- 104 Stavrianiak, A., 2016. Legitimising liberal militarism: politics, law and war in the Arms Trade Treaty. *Third World Quarterly*, 37(5), pp.840-865.
- 105 Vucetic, S., 2018. The uneasy co-existence of arms exports and feminist foreign policy. *The Conversation*, [en ligne] Disponible sur : <https://theconversation.com/the-uneasy-co-existence-of-arms-exports-and-feminist-foreign-policy-93930> [consulté le 11 juillet 2020].
- 106 Diack, S., 2016. *The Arms Trade Treaty From A Feminist Perspective*. à propos N° 147. [En ligne] Swiss Peace. Disponible sur : <https://www.swisspeace.ch/apropos/the-arms-trade-treaty-from-a-feminist-perspective/> [consulté le 12 juillet 2020].
- 107 Le Ray, L., 2018. Selling Arms is a Feminist Issue. [Blog] The Clandestine, disponible sur : https://womenpolitics.com.wordpress.com/2018/02/26/selling-arms-is-a-feminist-issue/#_edn5 [consulté le 12 juillet 2020].
- 108 Chase, S. et Fife, R., 2020. Canadian military exports to Saudi Arabia hit record high in 2019. *The Globe and Mail*, [en ligne] disponible sur : <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-canadian-military-exports-to-saudi-arabia-hit-record-high-in-2019/> [consulté le 12 juillet 2020]
- 109 Amanda Clark, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/weapons-sales-and-feminist-foreign-policy>
- 110 Ibid.
- 111 Maximilian Rau, Nathalie Brügger, Hannah Grininger, Policy Kitchen, le 21 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/domestic-violence-armed-conflicts>
- 112 Dyan Mazurana, Daniel Maxwell, Phoebe Donnelly, « Gender, Sex, And Age In Humanitarian Response - Tufts - Feinstein International Center ». 2020. Tufts - Feinstein International Center. <https://fic.tufts.edu/research-item/sex-and-age-disaggregated-data-to-improve-humanitarian-response>
- 113 IARG, Data Disaggregation for the SDG Indicators, <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/disaggregation>
- 114 Stefania, Vittori, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/accountability-local-actors-beyond-foreign-and-security-measures-west>
- 115 Eva Rana, Clarice Schreiner, Leila Rais, Alice Lahaye, Policy Kitchen, le 19 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/access-social-digital-media-tools>
- 116 Ibid., Eva Rana, Clarice Schreiner, Leila Rais, Alice Lahaye.
- 117 Qamar Jafri, Shirley Nakhumicha, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/social-media-women-peace-activism-and-foreign-policy>
- 118 « Women Wage Peace,» Women Wage Peace, <https://womenwagepeace.org.il/en/> [consulté le 16 août 2020]
- 119 Ibid., Eva Rana, Clarice Schreiner, Leila Rais, Alice Lahaye.

- 120 Ibid., Eva Rana, Clarice Schreiner, Leila Rais, Alice Lahaye.
- 121 Hood, Melody. (2016). « What Are National Action Plans And Why Do They Matter? ». InclusiveSecurity.Org. <https://www.inclusivesecurity.org/2016/08/10/national-action-plan-matter/>.
- 122 Hamilton, Caitlin, Naam, Nyibeny et Shepherd, Laura J. (2020) Twenty years of Women, Peace and Security National Action Plans: analysis and lessons learned. University of Sydney, Sydney, AU. https://www.wpsnaps.org/app/uploads/2020/03/Twenty-Years-of-Women-Peace-and-Security-National-Action-Plans_Report_Final_Web.pdf
- 123 Ibid., Hamilton, Caitlin, Naam, Nyibeny et Shepherd, Laura J.
- 124 Larissa Kunze et Maximilian Kiefer, Policy Kitchen, le 12 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/enhancing-participation-and-representation-women-peace-processes-through-nap-iii>
- 125 Hagen, Jamie J. « Sexual Orientation And Gender Identity As Part Of The WPS Project – Jamie J Hagen (2/2016) ». 2017. LSE Women, Peace And Security Blog. <https://blogs.lse.ac.uk/wps/2017/01/10/sexual-orientation-and-gender-identity-as-part-of-the-wps-project/>
- 126 Ibid., Larissa Kunze.
- 127 Paula Daum, Ahmed Farrage, Noah Sutter et Solli Al, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/resolution-1325-outdated-lets-get-2020>
- 128 Ibid., ayla Daum, Ahmed Farrage, Noah Sutter and Solli Al.
- 129 Amber Zenklusen, Elif Cavuslu et Karma Ekmekji, Policy Kitchen, le 22 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/naps-bottom-reviews-and-measurability>
- 130 Ibid., Hagen, Jamie J.
- 131 WHO European Region (2017). Sexual Violence Against Refugee Women on the Move to and Within Europe. https://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0018/319311/9-Sexual-violence-refugee-women.pdf?ua=1
- 132 Ibid., Amber Zenklusen, Elif Cavuslu et Karma Ekmekji
- 133 Paula Daum, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/gender-expertise-female-refugees>
- 134 Ibid. Paula Daum.
- 135 Stephania Vittori, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/node/366>
- 136 Ces questions sont largement explorées dans la littérature économique féministe. Consulter, par exemple, Staveren, Irene van (2010) : *Feminist Economics: Setting out Parameters*. In : Bauhardt, C., and G.
- 137 Nilüfer Çagatay (1998). *Engendering Macroeconomics and Macroeconomic Policies* (Working Paper No. 6). UNDP. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/engendering-macroeconomics-and-macroeconomic-policies.html>
- 138 Urban, J., & Pürckhauer, A. (2016). *Feminist Economics. Exploring Economics*. <https://www.exploring-economics.org/en/orientation/feminist-economics/>
- 139 Robertson, Campbell, Gebeloff, Robert « How Millions of Women Became the Most Essential Workers in America, » *The New York Times*, le 18 avril 2020. <https://www.nytimes.com/2020/04/18/us/coronavirus-women-essential-workers.html>
- 140 Fabrizio, Stefania, Malta, Vivian, Tavares, Marina M. « COVID-19: A backward step for gender equality. » Le 20 juin 2020. VoxEU.Org. <https://voxeu.org/article/covid-19-backward-step-gender-equality>
- 141 Défi mentionné par Theologia Illiadou et Lea Spörcke, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/informal-sector-and-feminist-foreign-policy>
- 142 Anna Chirniciuc, Pearl P. Mashabane & Eva Rana, Policy Kitchen, le 7 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/digitization-access-and-surveillance>.
- 143 Ibid. Anna Chirniciuc, Pearl P.p Mashabane & Eva Rana.
- 144 Ibid., Selina Stüssli.
- 145 Cf. aussi recommandations sur la micro-finance dans le contexte du changement climatique, p. 28.
- 146 Theologia Illiadou et Lea Spörcke, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/informal-sector-and-feminist-foreign-policy>
- 147 Selon l'OIT, 92 % des personnes employées contre 87 % des hommes employés dans les pays en développement le sont dans le secteur informel. Les statistiques sont sujettes à plusieurs difficultés de mesure. Pour un rapport complet, voir : Bonnet, Florence, Vanek, Joann, Chen, Martha. (2019). *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief*. WIEGO.
- 148 Ulrichs, Martina (2016). *Informality, women and social protection: Identifying barriers to provide effective coverage* (Working Paper

- No. 435). ODI. <https://odi.org/en/publications/informality-women-and-social-protection-identifying-barriers-to-provide-effective-coverage/>
- 149 Carré, Françoise, Horn, Pat, Bonner, Chris. (2018). *Collective Bargaining by Informal Workers in the Global South: Where and How It Takes Place*, No 38; WIEGO Working Paper.
- 150 International Labour Conference. (2015). Recommendation 204. International Labour Organization. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_377774.pdf
- 151 ILO. (2017, le 6 juin). Relevant SDG Targets related to Informal Economy [Document]. http://www.ilo.org/global/topics/dw4sd/themes/informal-economy/WCMS_558574/lang-en/index.htm
- 152 Commentaire de Lea Spörcke, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/index.php/node/393>
- 153 Ibid., Theologia Illadou.
- 154 Gioia da Silva et Iasmini Nardi, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/formalizing-informal-sector>.
- 155 Capucine Kerboas, Policy Kitchen, le 15 mai 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/covid-19-and-womens-rights-need-evidence-based-policy-times-crisis>
- 156 Définition du PNUD : Non contributif
La sécurité sociale non contributive consiste en un ensemble de programmes de transferts monétaires et de subventions de l'État qui sont conditionnés par la preuve des besoins du bénéficiaire.
Le pilier de la sécurité sociale non contributive est financé par les impôts généraux sur le revenu en vertu du principe de solidarité, par exemple les soins médicaux, les pensions de vieillesse et d'invalidité et les allocations familiales.
- UNDP (2016) ; « Fighting inequality from the basics: The social protection floor and gender equality. » 2012, UN Women. <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Poverty%20Reduction/Social%20Protection%20Floor%20and%20GE.pdf> (le 27 septembre 2020).
- 157 Cette recommandation n'a pas été produite pendant les ateliers mais a été suggérée par la conseillère externe pour ce chapitre.
- 158 Nina Vladovic, Jane Aeberhard-Hodges et Jonas Nakonz, Policy Kitchen, le 28 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/oecd-family-policy-recommendations>
- 159 Charlotte Briner et Meral Kaufmann, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/increase-recognition-unpaid-care-work>.
- 160 Charmes, J. (2019), *The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys*. International Labour Organisation, Genève.
- 161 UNRISD Research and Policy Brief 9, *Why Care Matters for Social Development*. Calculs basés sur six pays dans l'étude de l'UNRISD : Afrique du Sud, Tanzanie, Argentine, Nicaragua, Inde et République de Corée.
- 162 Charlotte Briner et Meral Kaufmann, Policy Kitchen, le 18 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/increase-recognition-unpaid-care-work>.
- 163 Ibid., Charlotte Briner et Meral Kaufmann.
- 164 Ibid., Charlotte Briner et Meral Kaufmann.
- 165 Cf. : « E-WBA – Empretec ». 2020. UNCTAD, https://empretec.unctad.org/?page_id=43 (le 26 juin 2020).
- 166 Semblable : Othim, Caroline et Saalbrink, Roosje. « It's Time To Tax For Gender Justice ». 2020. *Opendemocracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/its-time-tax-gender-justice/> [consulté le 26 juin 2020].
- 167 Sophie von Wartburg, Policy Kitchen, le 18 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/index.php/feministfp/idea/gender-responsive-budgeting>
- 168 Cf., i.a., le PEFA: « PEFA Launches Supplementary Framework For Assessing Gender Responsive Public Financial Management ». 2020. *Public Expenditure And Financial Accountability (PEFA)* <https://www.pefa.org/news/pefa-launches-supplementary-framework-assessing-gender-responsive-public-financial-management> [consulté le 3 juillet 2020].
- 169 Un exemple potentiel à suivre sur la scène internationale serait l'Écosse, où le Parlement est prêt à rendre les serviettes et les tampons gratuits pour tout le monde. Source : Yeginsu, Ceylon. *Scotland Set to Be First Country to Provide Free Pads and Tampons*. *The New York Times*. Le 27 février 2020. <https://www.nytimes.com/2020/02/27/world/europe/scotland-pads-tampons.html>
- 170 « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : Mise en œuvre du cadre de référence 'protéger, respecter, réparer' des Nations Unies | UN Global Compact ». 2011. <https://www.ohchr>.

org/documents/publications/guidingprinciples-businesshr_fr.pdf

171 Jane Aeberhard-Hodges, Samira Keller, Elisabeth Gisler, Policy Kitchen, le 22 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/index.php/feministfp/idea/accountabilityresponsability-private-sector-feminist-foreign-policy-sdg>.

172 Cf. : United Nations. (n.d.). Endorse the Women's Empowerment Principles. UN Global Compact. <https://www.unglobalcompact.org/take-action/action/womens-principles> [consulté le 15 août 2020].

173 Ibid., Jane Aeberhard-Hodges, Samira Keller, Elisabeth Gisler.

174 Ibid., Jane Aeberhard-Hodges, Samira Keller, Elisabeth Gisler.

175 Ibid., Jane Aeberhard-Hodges, Samira Keller, Elisabeth Gisler.

176 Semblable au plan d'action de l'Union interparlementaire, source : Union interparlementaire, & Canadian Electronic Library (Firm). (2012). Plan d'Action pour des Parlements Sensibles au Genre. <http://archive.ipu.org/pdf/publications/action-gender-e.pdf>

177 Jane Aeberhard-Hodges, commentaires au sujet des idées un-e autre participant-e, Policy Kitchen, le 22 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/user/2358/stream>

178 Cf. : Ibid., « E-WBA – Empretec. »

179 Ibid., Jane Aeberhard-Hodges, commentaires au sujet des idées un-e autre participant-e.

180 Ibid., Jane Aeberhard-Hodges, commentaires au sujet des idées un-e autre participant-e

181 Blanton, Robert G., Blanton, Shannon Lindsey. (2015). Is Foreign Direct Investment 'Gender Blind'? Women's Rights as a Determinant of US FDI. *Feminist Economics*, Vol. 21(4), 61-88; Braunstein, Elissa (2006); Braunstein, Elissa. (2006). Foreign direct

investment, development and gender equity: A review of research and policy. UNRISD Occasional Paper, No. 12, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), Geneva.

182 Cf. UNCTAD. (2019). Taking Stock of IIA Reform: Recent Developments (Issue 3; IIA Issues Note).

183 Sophie von Wartburg, Policy Kitchen, le 18 juin 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/inclusive-global-economic-governance>.

184 Leonie Hopgood, Lea Spörcke, Anne Blickhan et Laura Gerards Iglesias, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/eu-trade-agreements>.

185 Samira Keller, Eduardo Belinchon de la Banda et Elisabeth Gisler, Policy Kitchen, le 22 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/index.php/feministfp/idea/accountabilityresponsability-private-sector-feminist-foreign-policy-sdg>

186 Ibid. Samira Keller.

187 Ibid., Sophie von Wartburg.

188 Leonie Hopgood, Policy Kitchen, le 20 avril 2020, <https://www.policykitchen.com/feministfp/idea/reform-wto>

189 Similaire: Didier Jacobs. Democratizing Global Economic Governance. Alternatives to Neoliberalism Conference (May 23-24, 2002). <http://www.new-rules.org/storage/documents/afterneolib/jacobs.pdf>

Citation

Bablon, M., Bumann, N., Chatha, S., Domres, S., Harwood, H., Humphries, K., Hushcha, M., Kaufmann, M., Knabner, S., Lüer, H., Luigi, E., Müller, K., Nakonz, J., Rana, E., Reinl, H., Roelcke, P., Schreiner, C., Seppey, P., von Wartenburg, S., Zenklusen, A., Zurmühlen, A. (2020). Introducing the Purple Age : recommandations participatives pour une politique étrangère féministe. Zurich: Open Think Tank Network

Remerciements

Nous remercions sincèrement toutes les organisatrices et tous les organisateurs, les animatrices et les animateurs, les expert·e·s, les membres du conseil consultatif, les relectrices et les relecteurs, les participant·e·s au Policy Kitchen, les contributrices et les contributeurs et les partenaires cité·e·s dans la section « Chef·fe·s » pour leur précieuse contribution à ce projet. Nous remercions tout particulièrement Amber Zenklusen pour avoir coordonné le processus de rédaction collaborative. Nous sommes également très reconnaissant·e·s à Fonds pionnier Migros d'avoir rendu Policy Kitchen possible. Enfin, nous tenons à remercier Paloma Nunez pour la relecture et Darja Schildknecht pour la mise en page du rapport.

Clause de non-responsabilité

Les recettes politiques présentées dans cette publication sont le résultat d'un processus participatif avec un mélange varié de participant·e·s. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions des auteur·e·s de cette publication ou des institutions auxquelles ils et elles sont affilié·e·s.

www.openthinktank.org

www.policykitchen.com/feministfp

Avec le soutien de l'Ambassade du Canada

Canada 

Ce rapport présente les résultats d'un processus participatif transnational (Policy Kitchen) organisé par l'Open Think Tank Network et consacré à la question : *À quoi devrait ressembler une politique étrangère féministe dans les années 2020 ?*

Ce processus ascendant, auquel ont participé plus de 200 personnes sur cinq continents, a généré une multitude de recommandations politiques pour les décideuses et les décideurs en matière d'affaires internationales. Les recommandations pour une politique étrangère féministe globale sont présentées dans les cinq chapitres thématiques suivants : intersectionnalité et représentation ; santé, sécurité et autonomie ; environnement et changement climatique ; paix et sécurité ; et la sphère économique. ●

www.openthinktank.org

www.policykitchen.com/feministfp